Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 97 del 27 aprile 1989 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

PARTE PRIMA — Roma - Giovedì, 27 aprile 1989 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 31

LEGGE 3 aprile 1989, n. 147.

Adesione alla convenzione internazionale sulla ricerca ed il salvataggio marittimo, con annesso, adottata ad Amburgo il 27 aprile 1979, e sua esecuzione.

LEGGE 3 aprile 1989, n. 148.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana ed il Regno del Belgio per evitare le doppie imposizioni e per prevenire la frode e l'evasione fiscali in materia di imposte sul reddito, con protocollo finale, firmata a Roma il 29 aprile 1983, nonché del protocollo aggiuntivo di modifica, firmato a Roma il 19 dicembre 1984.

LEGGE 3 aprile 1989, n. 149.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria sulle condizioni della locazione del Centro comune di Arnoldstein, firmato a Roma il 12 settembre 1985.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 3 aprile 1989, n. 147.

Adesione alla convenzione internazionale sulla ricerca ed il salvataggio marittimo, con annesso, adottata ad Amburgo il 27 aprile 1979, e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla convenzione internazionale sulla ricerca ed il salvataggio marittimo, con annesso, adottata ad Amburgo il 27 aprile 1979.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo V della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 aprile 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENTION INTERNATIONALE DE 1979 SUR LA
RECHERCHE ET LE SAUVETAGE MARITIMES

LES PARTIES A LA CONVENTION,

PRENANT NOTE de la grande importance que revêtent dans diverses conventions l'assistance aux personnes en détresse en mer et la mise en place par tous les Etats côtiers d'installations adéquates et efficaces pour la veille côtière et pour les services de recherche et de sauvetage,.

AYANT EXAMINE la recommandation N° 40 de la Conférence internationale de 1960 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer qui reconnaît l'opportunité de coordonner les activités d'un certain nombre d'organisations intergouvernementales concernant la sécurité en mer et au-dessus de la mer,

DESIREUSES d'intensifier et de promouvoir ces activités grâce à l'établissement d'un plan international de recherche et de sauvetage maritimes qui réponde aux besoins du trafic maritime en matière de sauvetage des personnes en détresse en mer,

SOUHAITANT favoriser la coopération entre les organisations de recherche et de sauvetage du monde entier et entre tous ceux qui participent à des opérations de recherche et de sauvetage en mer,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Article I

Obligations générales découlant de la Convention

Les Parties s'engagent à adopter toutes les mesures législatives ou autres mesures appropriées nécessaires pour donner pleinement effet à la Convention et à son Annexe, qui fait partie intégrante de la Convention. Sauf disposition expresse contraire, toute référence à la Convention constitue en même temps une référence à son Annexe.

Article II

Autres traités et interprétation

1) Aucune disposition de la Convention ne préjuge la codification et l'élaboration du droit de la mer par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer convoquée en vertu de la résolution 2750 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, ni les revendications et positions juridiques présentes ou futures de tout Etat touchant le droit de la mer et la nature et l'étendue de la juridiction de l'Etat côtier et de l'Etat du pavillon.

2) Aucune disposition de la Convention ne saurait être interprétée au préjudice des obligations ou des droits des navires définis dans d'autres instruments internationaux.

Article III

Amendements

1) La Convention peut être modifiée par l'une ou l'autre des procédures définies aux paragraphes 2) et 3) ci-après.

2) Amendement après examen par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (ci-après dénommée "l'Organisation") :

a) Tout amendement proposé par une Partie et adressé au Secrétaire général de l'Organisation (ci-après dénommé le "Secrétaire général") ou tout amendement jugé nécessaire par le Secrétaire général à la suite d'un amendement à une disposition équivalente de l'Annexe 12 à la Convention relative à l'aviation civile internationale est diffusé à tous les Membres de l'Organisation et à toutes les Parties six mois au moins avant son examen par le Comité de la sécurité maritime de l'Organisation.

b) Les Parties, qu'elles soient ou non Membres de l'Organisation, sont autorisées à participer aux délibérations du Comité de la sécurité maritime aux fins de l'examen et de l'adoption des amendements.

c) Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes au sein du Comité de la sécurité maritime, à condition qu'un tiers au moins des Parties soit présent au moment de l'adoption de l'amendement.

d) Les amendements adoptés conformément à l'alinéa c) sont communiqués par le Secrétaire général à toutes les Parties pour acceptation.

e) Un amendement à un article ou aux paragraphes 2.1.4, 2.1.5, 2.1.7, 2.1.10, 3.1.2 ou 3.1.3 de l'Annexe est réputé avoir été accepté à la date à laquelle le Secrétaire général a reçu un instrument d'acceptation des deux tiers des Parties.

f) Un amendement aux dispositions de l'Annexe autres que celles des paragraphes 2.1.4, 2.1.5, 2.1.7, 2.1.10, 3.1.2 ou 3.1.3 est réputé avoir été accepté à l'expiration d'une période d'un an à compter de la date à laquelle il a été communiqué aux Parties pour acceptation. Toutefois, si pendant cette période d'un an plus d'un tiers des Parties notifient au Secrétaire général qu'elles élèvent une objection contre cet amendement, celui-ci est réputé ne pas avoir été accepté.

g) Un amendement à un article ou aux paragraphes 2.1.4, 2.1.5, 2.1.7, 2.1.10, 3.1.2 ou 3.1.3 de l'Annexe entre en vigueur :

i) à l'égard des Parties qui l'ont accepté, six mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté;

ii) à l'égard des Parties qui l'acceptent après que la condition mentionnée à l'alinéa e) a été remplie et avant que l'amendement n'entre en vigueur, à la date d'entrée en vigueur de l'amendement;

iii) à l'égard des Parties qui l'acceptent après la date à laquelle l'amendement entre en vigueur, 30 jours après le dépôt d'un instrument d'acceptation.

h) Un amendement aux dispositions de l'Annexe autres que celles des paragraphes 2.1.4, 2.1.5, 2.1.7, 2.1.10, 3.1.2 ou 3.1.3 entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties, à l'exception de celles qui ont élevé une objection contre ledit amendement conformément à l'alinéa f) et qui n'ont pas retiré cette objection, six mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté. Toutefois, avant la date fixée pour l'entrée en vigueur d'un amendement, toute Partie peut notifier au Secrétaire général qu'elle se dispense de donner

effet à l'amendement pour une période qui ne dépasse pas un an à compter de la date de son entrée en vigueur, ou pour une période plus longue si la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes au sein du Comité de la sécurité maritime au moment de l'adoption de l'amendement en décide ainsi.

3) Amendement par une conférence :

a) A la demande d'une Partie appuyée par un tiers au moins des Parties, l'Organisation convoque une conférence des Parties pour examiner les amendements à la Convention. Les propositions d'amendements sont diffusées par le Secrétaire général à toutes les Parties six mois au moins avant leur examen par la conférence.

b) Les amendements sont adoptés par cette conférence à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes, à condition qu'un tiers au moins des Parties soit présent au moment de l'adoption de l'amendement. Les amendements ainsi adoptés sont communiqués par le Secrétaire général à toutes les Parties pour acceptation.

c) A moins que la conférence n'en décide autrement, l'amendement est réputé avoir été accepté et entre en vigueur selon les procédures prévues respectivement aux alinéas e), f), g) et h) du paragraphe 2), à condition que les références de l'alinéa h) du paragraphe 2) au Comité de la sécurité maritime élargi conformément aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 2) soient considérées comme des références à la conférence.

4) Toute déclaration d'acceptation ou d'objection relative à un amendement ou toute notification communiquées en vertu de l'alinéa h) du paragraphe 2) doit être adressée par écrit au Secrétaire général. Celui-ci informe toutes les Parties de cette communication et de la date à laquelle il l'a reçue.

5) Le Secrétaire général informe les Etats de tout amendement qui entre en vigueur ainsi que de la date à laquelle chaque amendement entre en vigueur.

Article IV

Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1) La Convention reste ouverte à la signature, au siège de l'Organisation, du 1er novembre 1979 au 31 octobre 1980, et reste ensuite ouverte à l'adhésion. Les Etats peuvent devenir Parties à la Convention par :

a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou

b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

c) adhésion.

2) La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

3) Le Secrétaire général informe les Etats de toute signature ou du dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et de la date de ce dépôt.

Article V

Entrée en vigueur

1) La Convention entre en vigueur 12 mois après la date à laquelle 15 Etats sont devenus Parties à cette convention conformément aux dispositions de l'article IV.

2) Pour les Etats qui ratifient, acceptent, approuvent la Convention ou y adhèrent conformément à l'article IV après que la condition prescrite au paragraphe 1) a été remplie et avant que la Convention n'entre en vigueur, la date d'entrée en vigueur est celle de l'entrée en vigueur de la Convention.

3) Pour les Etats qui ratifient, acceptent, approuvent la Convention ou y adhèrent après la date de son entrée en vigueur, la date d'entrée en vigueur se situe 30 jours après celle du dépôt d'un instrument conformément aux dispositions de l'article IV.

4) Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur d'un amendement à la Convention conformément aux dispositions de l'article III s'applique au texte modifié de la Convention et, pour un Etat ayant déposé un tel instrument, la Convention modifiée entre en vigueur 30 jours après la date de ce dépôt.

5) Le Secrétaire général informe les Etats de la date d'entrée en vigueur de la Convention.

Article VI

Dénonciation

1) La Convention peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties à tout moment après l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date à laquelle la Convention entre en vigueur pour cette Partie.

2) La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général. Celui-ci notifie aux Etats toute dénonciation reçue et la date de sa réception, ainsi que la date à laquelle la dénonciation prend effet.

3) La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en a reçu notification, ou à l'expiration d'une période plus longue spécifiée dans l'instrument de dénonciation.

Article VII

Dépôt et enregistrement

1) La Convention est déposée auprès du Secrétaire général qui en adresse des copies certifiées conformes aux Etats.

2) Dès l'entrée en vigueur de la Convention, son texte est transmis par le Secrétaire général au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour être enregistré et publié conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article VIII

Langues

La Convention est établie en un seul exemplaire en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, chacun de ces textes faisant également foi. Il en est établi des traductions officielles en langues allemande, arabe et italienne qui sont déposées avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

FAIT A HAMBOURG ce vingt-sept avril mil neuf cent soixante-dix-neuf

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature à la Convention.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

ANNEXE

CHAPITRE 1

TERMES ET DEFINITIONS

1.1 L'emploi du présent de l'indicatif dans l'Annexe indique qu'il s'agit d'une disposition dont l'application uniforme par toutes les Parties est nécessaire pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

1.2 L'emploi du conditionnel dans l'Annexe indique qu'il s'agit d'une disposition dont l'application uniforme par toutes les Parties est recommandée pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

1.3 Les expressions ci-dessous ont la signification suivante dans l'Annexe :

.1 "Région de recherche et de sauvetage". Région de dimensions déterminées dans les limites de laquelle sont fournis des services de recherche et de sauvetage.

.2 "Centre de coordination de sauvetage". Centre chargé d'assurer l'organisation efficace des services de recherche et de sauvetage et de coordonner les opérations de recherche et de sauvetage dans une région de recherche et de sauvetage.

.3 "Centre secondaire de sauvetage". Centre subordonné à un centre de coordination de sauvetage et complémentaire de ce dernier dans un secteur déterminé d'une région de recherche et de sauvetage.

.4 "Unité côtière de veille". Unite fixe ou mobile à terre chargée de veiller sur la sécurité des navires dans les zones côtières.

.5 "Unité de sauvetage". Unité composée d'un personnel entraîné et dotée d'un matériel approprié à l'exécution rapide des opérations de recherche et de sauvetage.

.6 "Commandant sur place". Commandant d'une unité de sauvetage désigné pour coordonner les opérations de recherche et de sauvetage dans une zone de recherche déterminée.

.7 "Coordonnateur des recherches en surface". Navire, autre qu'une unité de sauvetage, désigné pour coordonner les opérations de recherche et de sauvetage en surface dans une zone de recherche déterminée.

.8 "Phase d'urgence". Terme générique s'appliquant, selon le cas, à la phase d'incertitude, à la phase d'alerte ou à la phase de détresse.

.9 "Phase d'incertitude". Situation dans laquelle il y a lieu de douter de la sécurité d'un navire et des personnes à bord.

.10 "Phase d'alerte". Situation dans laquelle on peut craindre pour la sécurité d'un navire et des personnes à bord.

.11 "Phase de détresse". Situation dans laquelle il y a lieu de penser qu'un navire ou une personne est menacé d'un danger grave et imminent et qu'il a besoin d'un secours immédiat.

.12 "Effectuer un amerrissage forcé". Dans le cas d'un aéronef, effectuer un atterrissage forcé sur l'eau.

CHAPITRE 2

ORGANISATION

2.1 Dispositions relatives à la mise en place et à la coordination des services de recherche et de sauvetage

2.1.1 Les Parties veillent à ce que les dispositions nécessaires soient prises pour que les services requis de recherche et de sauvetage soient fournis aux personnes en détresse en mer au large de leurs côtes.

2.1.2 Les Parties communiquent au Secrétaire général des renseignements sur leur organisation de recherche et de sauvetage ainsi que toutes modifications ultérieures importantes apportées à cette organisation et, notamment :

.1 des renseignements sur les services nationaux de recherche et de sauvetage maritimes;

.2 l'emplacement des centres de coordination de sauvetage, leurs numéros de téléphone et de télex ainsi que leurs zones de responsabilité; et

.3 les principales unités de sauvetage qui sont à leur disposition.

2.1.3 Le Secrétaire général transmet de manière appropriée à toutes les Parties les renseignements indiqués au paragraphe 2.1.2.

2.1.4 Chaque région de recherche et de sauvetage est établie par accord entre les Parties intéressées. Le Secrétaire général est informé de la conclusion d'un tel accord.

2.1.5 Si les Parties intéressées ne parviennent pas à un accord sur les dimensions exactes d'une région de recherche et de sauvetage, ces Parties déploient tous les efforts possibles pour parvenir à un accord sur l'adoption de dispositions appropriées permettant d'assurer une coordination générale équivalente des services de recherche et de sauvetage dans cette zone. Le Secrétaire général est informé de l'adoption de telles dispositions.

2.1.6 Le Secrétaire général notifie à toutes les Parties les accords ou dispositions mentionnés aux paragraphes 2.1.4 et 2.1.5.

2.1.7 La délimitation des régions de recherche et de sauvetage n'est pas liée à celle des frontières existant entre les Etats et ne préjuge aucunement de ces frontières.

2.1.8 Les Parties devraient organiser leurs services de recherche et de sauvetage de façon à ce qu'ils puissent répondre rapidement aux appels de détresse.

2.1.9 Lorsqu'elles sont informées qu'une personne est en détresse en mer, dans une région où une Partie assure la coordination générale des opérations de recherche et de sauvetage, les autorités responsables de cette Partie prennent de toute urgence les mesures nécessaires pour fournir toute l'assistance possible.

2.1.10 Les Parties s'assurent qu'une assistance est fournie à toute personne en détresse en mer. Elles le font sans tenir compte de la nationalité ou du statut de cette personne, ni des circonstances dans lesquelles celle-ci a été trouvée.

2.2 Coordination des moyens de recherche et de sauvetage

2.2.1 Les Parties prennent les mesures qu'exige la coordination des moyens requis pour fournir des services de recherche et de sauvetage au large de leurs côtes.

2.2.2 Les Parties prévoient un organisme national pour assurer la coordination générale des services de recherche et de sauvetage.

2.3 Création de centres de coordination de sauvetage et de centres secondaires de sauvetage

2.3.1 En application des dispositions des paragraphes 2.2.1 et 2.2.2, les Parties créent des centres de coordination de sauvetage pour les services de recherche et de sauvetage dont elles ont la responsabilité, ainsi que les centres secondaires de sauvetage qui leur semblent nécessaires.

2.3.2 Les autorités compétentes de chaque Partie déterminent le secteur de responsabilité de chaque centre secondaire de sauvetage.

2.3.3 Tout centre de coordination de sauvetage et tout centre secondaire de sauvetage constitués conformément aux dispositions du paragraphe 2.3.1 doivent disposer de moyens suffisants pour recevoir les communications de détresse, soit par l'intermédiaire d'une station radiocôtière, soit autrement. Tout centre et tout centre secondaire ainsi constitués doivent également disposer de moyens suffisants pour communiquer avec leurs unités et avec les centres de coordination de sauvetage ou les centres secondaires de sauvetage des zones adjacentes.

2.4 Désignation des unités de sauvetage

2.4.1 Les Parties désignent :

.1 soit comme unités de sauvetage, des services d'Etat ou autres services appropriés, publics ou privés, convenablement situés et équipés, ou des subdivisions de ces services;

.2 soit comme éléments de l'organisation de recherche et de sauvetage, des services d'Etat ou autres services appropriés, publics ou privés, ou des subdivisions de ces services, qui ne peuvent être désignés comme unités de sauvetage mais sont en mesure de participer aux opérations de recherche et de sauvetage; les Parties définissent les fonctions de ces éléments.

2.5 Moyens et équipement des unités de sauvetage

2.5.1 Chaque unité de sauvetage est dotée des moyens et de l'équipement nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

2.5.2 Chaque unité de sauvetage devrait disposer de moyens rapides et sûrs de communication avec les autres unités ou éléments participant à la même opération.

2.5.3 La nature générale du contenu des conteneurs ou des chaînes largables à l'intention des survivants devrait être indiquée au moyen d'un code de couleurs, conformément aux dispositions du paragraphe 2.5.4, ainsi que d'indications imprimées et de symboles explicatifs évidents, dans la mesure où ces symboles existent.

2.5.4 Lorsque le contenu des conteneurs ou des chaînes largables est indiqué par un code de couleurs, ces conteneurs ou ces chaînes devraient porter des bandes dont les couleurs soient conformes au code ci-après :

.1 Rouge - articles de premier secours et trousse médicale;

.2 Bleu - vivres et eau;

.3 Jaune - couvertures et vetements protecteurs;

.4 Noir - matériel divers tel que réchauds, haches, boussoles et ustensiles de cuisine.

2.5.5 Lorsque des articles de nature différente sont largués dans un seul conteneur ou un seul élément de chaîne, ce conteneur ou cet élément devrait porter une bande multicolore dont les couleurs correspondent aux articles qu'il contient.

2.5.6 Chaque conteneur ou chaîne largable devrait contenir des instructions relatives à l'emploi des articles qu'il contient. Ces instructions devraient être imprimées en anglais et en deux autres langues au moins.

CHAPITRE 3

COOPERATION

3.1 Coopération entre Etats

3.1.1 Les Parties coordonnent leurs services de recherche et de sauvetage et devraient, chaque fois que cela est nécessaire, coordonner leurs opérations de recherche et de sauvetage avec celles des Etats voisins.

3.1.2 A moins que les Etats intéressés n'en décident autrement d'un commun accord, une Partie devrait permettre aux unités de sauvetage des autres Parties, sous réserve des lois, règles et réglementations nationales, de pénétrer immédiatement dans sa mer territoriale ou sur son territoire ou de les survoler dans le seul but de rechercher la position des navires accidentés et de recueillir les survivants de ces accidents. En pareil cas, les opérations de recherche et de sauvetage sont, dans la mesure possible, coordonnées par le centre de coordination de sauvetage approprié de la Partie qui a autorisé l'entrée ou par toute autre autorité désignée par cette Partie.

3.1.3 A moins que les Etats intéressés n'en décident autrement d'un commun accord, les autorités d'une Partie qui désire que ses unités de sauvetage pénètrent dans la mer territoriale d'une autre Partie ou la survolent dans le seul but de rechercher la position des navires accidentés et de recueillir les survivants de ces accidents adressent une demande contenant des renseignements complets sur la mission projetée et sa nécessité au centre de coordination de sauvetage de cette autre Partie ou à toute autre autorité désignée par ladite Partie.

3.1.4 Les autorités compétentes des Parties :

.1 accusent immédiatement réception de cette demande; et

.2 indiquent dès que possible, le cas échéant, les conditions dans lesquelles la mission projetée peut être effectuée.

3.1.5 Les Parties devraient conclure avec les Etats voisins des accords spécifiant les conditions d'admission réciproque des unités de sauvetage dans les limites ou au-dessus de leur mer territoriale ou de leur territoire. Ces accords devraient également prévoir des dispositions visant à accélérer l'admission de ces unités en évitant autant que possible toute formalité.

3.1.6 Toute Partie devrait autoriser ses centres de coordination de sauvetage :

.1 à demander à tout autre centre de coordination de sauvetage les secours dont ils peuvent avoir besoin (navires, aéronefs, personnel et matériel, etc.);

.2 à accorder l'autorisation nécessaire pour permettre à ces navires, aéronefs, personnel ou matériel de pénétrer dans sa mer territoriale ou sur son territoire ou de les survoler; et

.3 à faire les démarches nécessaires auprès des services compétents des douanes, de l'immigration ou autres afin d'accélérer les formalités d'admission.

3.1.7 Toute Partie devrait autoriser ses centres de coordination de sauvetage à fournir sur demande une assistance à d'autres centres de coordination de sauvetage et notamment à mettre à leur disposition des navires, des aéronefs, du personnel ou du matériel.

3.1.8 Les Parties devraient conclure avec les Etats voisins des accords en matière de recherche et de sauvetage concernant la mise en commun de leurs moyens, l'élaboration de procédures communes, une formation et des exercices communs, la vérification régulière des voies de communication entre Etats, les visites de liaison par le personnel des centres de coordination de sauvetage et l'échange d'informations relatives à la recherche et au sauvetage.

3.2 Coordination avec les services de navigation aérienne

3.2.1 Les Parties veillent à assurer une coordination aussi étroite que possible entre les services maritimes et aéronautiques afin d'établir des services de recherche et de sauvetage aussi efficaces que possible à l'intérieur et au-dessus de leurs régions de recherche et de sauvetage.

3.2.2 Lorsque cela est possible, toute Partie devrait établir des centres de coordination de sauvetage et des centres secondaires de sauvetage mixtes, qui soient utilisables à la fois à des fins maritimes et aéronautiques.

3.2.3 Lorsqu'il est établi des centres de coordination de sauvetage ou des centres secondaires de sauvetage distincts pour les opérations maritimes et aéronautiques dans une même zone, la Partie intéressée assure une coordination aussi étroite que possible entre les centres ou les centres secondaires.

3.2.4 Les Parties veillent à ce que les unités de sauvetage mises en place à des fins maritimes et celles mises en place à des fins aéronautiques utilisent dans toute la mesure du possible des procédures communes.

CHAPITRE 4

MESURES PRELIMINAIRES

4.1 Informations requises

4.1.1 Chaque centre de coordination de recherche et de sauvetage et chaque centre secondaire de sauvetage doit disposer de toutes les informations qui présentent un intérêt pour les opérations de recherche et de sauvetage dans sa zone et notamment de renseignements concernant :

.1 les unités de sauvetage et les unités côtières de veille;

.2 tous les autres moyens publics et privés, notamment les moyens de transport et l'approvisionnement en carburant, qui peuvent être utiles pour les opérations de recherche et de sauvetage;

.3 les moyens de communication qui peuvent être utilisés pour les opérations de recherche et de sauvetage;

.4 les noms, adresses télégraphiques et télex et numéros de téléphone et de télex des agents maritimes, autorités consulaires, organisations internationales et autres organismes pouvant fournir des informations essentielles sur les navires;

.5 les emplacements, indicatifs d'appel ou identités dans le service mobile maritime, heures de veille et fréquences de toutes les stations radioélectriques pouvant être amenées à participer aux opérations de recherche et de sauvetage;

.6 les emplacements, indicatifs d'appel ou identités dans le service mobile maritime, heures de veille et fréquences de toutes les stations radiocôtières diffusant des prévisions météorologiques ainsi que des avertissements pour la région de recherche et de sauvetage;

.7 les emplacements et heures de veille des services assurant une veille radioélectrique et les fréquences veillées;

.8 les objets pouvant être confondus avec des épaves non localisées ou non signalées; et

.9 les lieux de stockage du matériel de survie pouvant être largué en cas d'urgence.

4.1.2 Chaque centre de coordination de sauvetage et chaque centre secondaire de sauvetage devrait pouvoir obtenir facilement des renseignements concernant la position, le cap, la vitesse et l'indicatif d'appel ou l'identité de la station des navires situés dans sa zone et qui sont susceptibles de fournir une assistance aux navires ou aux personnes en détresse en mer. Ces renseignements peuvent soit être conservés par le centre de coordination de sauvetage, soit être facilement disponibles en cas de besoin.

4.1.3 Chaque centre de coordination de sauvetage et chaque centre secondaire de sauvetage doit disposer d'une carte à grande échelle de sa région, sur laquelle seront affichés et pointés les renseignements utiles pour les opérations de recherche et de sauvetage.

4.2 Plans ou instructions opérationnels

4.2.1 Chaque centre de coordination de sauvetage et chaque centre secondaire de sauvetage prépare ou a à sa disposition des plans ou instructions détaillés pour la conduite des opérations de recherche et de sauvetage dans sa région.

4.2.2 Ces plans ou instructions précisent les dispositions à prendre pour assurer, dans toute la mesure du possible, l'entretien et le ravitaillement en carburant des navires, aéronefs et véhicules utilisés pour les opérations de recherche et de sauvetage, y compris ceux qui sont fournis par d'autres Etats.

4.2.3 Les plans ou instructions devraient contenir des précisions sur toutes les mesures que doivent prendre les participants aux opérations de recherche et de sauvetage dans la région et notamment sur :

.1 la manière de conduire les opérations de recherche et de sauvetage;

.2 l'utilisation des systèmes et moyens de communication disponibles;

.3 les mesures à prendre en commun avec les autres centres de coordination de sauvetage ou centres secondaires de sauvetage, le cas échéant;

.4 les méthodes permettant d'alerter les navires à la mer et les aéronefs en vol;

.5 les fonctions et les pouvoirs dévolus au personnel chargé des opérations de recherche et de sauvetage;

.6 le redéploiement éventuel du matériel qui peut s'avérer nécessaire en raison des conditions météorologiques ou autres;

.7 les méthodes permettant d'obtenir les informations essentielles à toute opération de recherche et de sauvetage, telles que les avis aux navigateurs et les bulletins et prévisions concernant les conditions météorologiques et l'état de la mer;

.8 les méthodes permettant d'obtenir l'assistance d'autres centres de coordination de sauvetage ou centres secondaires de sauvetage, le cas échéant, notamment en matière de navires, d'aéronefs, de personnel et de matériel;

.9 les méthodes visant à faciliter les opérations de rendez-vous entre les navires de sauvetage ou autres navires et les navires en détresse; et

.10 les méthodes visant à faciliter les opérations de rendez-vous entre les aéronefs en détresse contraints d'effectuer un amerrissage forcé et les navires de surface.

4.3 <u>Disponibilité des unités de sauvetage</u>

4.3.1 Chaque unité de sauvetage désignée se tient dans un état de disponibilité approprié à ses fonctions et devrait tenir au courant de cet état le centre de coordination de sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage correspondant.

CHAPITRE 5

PROCEDURES DE MISE EN OEUVRE

5.1 <u>Renseignements relatifs aux cas d'urgence</u>

5.1.1 Les Parties s'assurent que les veilles radioélectriques permanentes jugées possibles et nécessaires sont assurées sur les fréquences internationales de détresse. Toute station radiocôtière qui reçoit un appel ou un message de détresse :

.1 informe immédiatement le centre de coordination de sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage approprié;

.2 retransmet cet appel et ce message, dans la mesure où cela est nécessaire pour informer les navires, sur une ou plusieurs des fréquences internationales de détresse ou sur toute autre fréquence appropriée;

.3 fait précéder cette retransmission du signal d'alarme automatique approprié, à moins que cela n'ait déjà été fait; et

.4 prend toute autre mesure ultérieure que pourrait décider l'autorité compétente.

5.1.2 Toute autorité ou tout élément des services de recherche et de sauvetage qui a des raisons de croire qu'un navire se trouve en situation d'urgence devrait aussitôt que possible communiquer tous les renseignements disponibles au centre de coordination de sauvetage ou au centre secondaire de sauvetage compétent.

5.1.3 Les centres de coordination de sauvetage et les centres secondaires de sauvetage doivent, dès réception des renseignements relatifs à un navire en situation d'urgence, évaluer ces renseignements et déterminer la phase d'urgence conformément au paragraphe 5.2, ainsi que l'ampleur des opérations nécessaires.

5.2 Phases d'urgence

5.2.1 A des fins opérationnelles, on distingue les phases d'urgence ci-après :

.1 "Phase d'incertitude" :

.1.1 lorsqu'il est signalé que le navire n'est pas arrivé à destination; ou

.1.2 lorsque le navire n'a pas signalé comme prévu sa position ou son état de sécurité.

.2 "Phase d'alerte" :

.2.1 lorsqu'à la suite d'une phase d'incertitude, les tentatives visant à établir le contact avec le navire ont échoué ou lorsque les enquêtes effectuées auprès d'autres sources appropriées sont restées sans résultat; ou

.2.2 lorsque les informations reçues indiquent que l'efficacité du fonctionnement du navire est compromise, sans toutefois que cette situation risque de conduire à un cas de détresse.

.3 "Phase de détresse" :

.3.1 lorsque les renseignements reçus indiquent d'une manière claire qu'un navire ou une personne est en danger grave et imminent et doit faire l'objet d'une assistance immédiate; ou

.3.2 lorsqu'à la suite de la phase d'alerte, toute nouvelle tentative visant à établir un contact avec le navire et toute enquête plus étendue restent sans résultat, ce qui conduit à penser que le navire est sans doute en détresse; ou

.3.3 lorsque les informations reçues indiquent que l'efficacité du fonctionnement du navire est compromise de telle sorte qu'un cas de détresse est vraisemblable.

5.3 Procédures applicables par les centres de coordination de sauvetage et les centres secondaires de sauvetage rendant les phases d'urgence

5.3.1 Lorsqu'une phase d'incertitude est déclarée, le centre de coordination de sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage, le cas échéant, ouvre une enquête pour déterminer l'état de sécurité du navire ou déclenche la phase d'alerte.

5.3.2 Lorsqu'une phase d'alerte est déclarée, le centre de coordination de sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage, le cas échéant, étend l'enquête entreprise pour tenter de retrouver le navire disparu, avise les services compétents de recherche et de sauvetage et déclenche la procédure indiquée au paragraphe 5.3.3 selon les besoins et en fonction des circonstances propres à chaque cas.

5.3.3 Lorsqu'une phase de détresse est déclarée, le centre de coordination de sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage, le cas échéant :

.1 déclenche les mesures prévues au paragraphe 4.2;

.2 estime, selon les besoins, la marge d'incertitude concernant la position du navire et détermine l'étendue de la zone de recherche;

.3 avise si possible le propriétaire du navire ou son agent et le tient au courant de l'évolution de la situation;

.4 avise les autres centres de coordination de sauvetage ou centres secondaires de sauvetage qui risquent d'être appelés à prendre part aux opérations ou que ces opérations peuvent concerner;

.5 sollicite au plus tôt toute assistance pouvant être fournie par les aéronefs, navires ou autres services qui ne participent pas à proprement parler à l'organisation de recherche et de sauvetage, étant donné que, dans la majorité des situations de détresse dans les zones océaniques, les autres navires se trouvant dans le voisinage jouent un rôle important dans les opérations de recherche et de sauvetage;

.6 établit un plan général d'exécution des opérations en se fondant sur les informations disponibles et le communique, à titre indicatif, aux autorités désignées conformément aux paragraphes 5.7 et 5.8;

.7 modifie, si les circonstances l'exigent, les directives données à l'alinéa 5.3.3.6;

.8 avise les autorités consulaires ou diplomatiques intéressées ou, si l'événement concerne un réfugié ou un expatrié, le siège de l'organisation internationale compétente;

.9 avise, selon les besoins, les services chargés d'enquêter sur l'accident; et

.10 avise les aéronefs, navires et autres services mentionnés à l'alinéa 5.3.3.5, en accord avec les autorités désignées conformément aux dispositions du paragraphe 5.7 ou 5.8, selon le cas, quand leur concours n'est plus nécessaire.

5.3.4 <u>Déclenchement des opérations de recherche et de sauvetage dans le cas d'un navire dont la position est inconnue</u>

5.3.4.1 Dans le cas d'une phase d'urgence concernant un navire dont la position est inconnue, les dispositions ci-après sont applicables :

.1 lorsqu'un centre de coordination de sauvetage ou un centre secondaire de sauvetage est prévenu de l'existence d'une phase d'urgence et qu'il ignore si d'autres centres prennent les mesures appropriées, il se charge de déclencher les mesures nécessaires et de conférer avec les centres voisins afin de désigner un centre qui prend immédiatement la responsabilité des opérations;

.2 sauf décision contraire prise d'un commun accord par les centres intéressés, le centre ainsi désigné est le centre responsable de la zone où se trouvait le navire d'après sa dernière position signalée; et

.3 après le déclenchement de la phase de détresse, le centre chargé de coordonner les opérations de recherche et de sauvetage informe, si besoin est, les autres centres intéressés de toutes les circonstances du cas d'urgence et de l'évolution de la situation.

5.3.5 Information des navires qui font l'objet de la phase d'urgence

5.3.5.1 Lorsque cela est possible, le centre de coordination de sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage responsable des opérations de recherche et de sauvetage est charge de transmettre au navire qui fait l'objet de la phase d'urgence les informations concernant les opérations de recherche et de sauvetage que ce centre a déclenchées.

5.4 Coordination des opérations au cas où deux Parties au moins sont concernées

5.4.1 Lorsque la conduite des opérations portant sur l'ensemble de la région de recherche et de sauvetage incombe à plus d'une Partie, chaque Partie prend les mesures appropriées conformément aux plans ou instructions opérationnels mentionnés au paragraphe 4.2, lorsqu'elle y est invitée par le centre de coordination de sauvetage de cette région.

5.5 Fin et suspension des opérations de recherche et de sauvetage

5.5.1 Phase d'incertitude et phase d'alerte

5.5.1.1 Lorsque, au cours d'une phase d'incertitude ou d'une phase d'alerte, un centre de coordination de sauvetage ou un centre secondaire de sauvetage, le cas échéant, est avisé que l'urgence a cessé, il en informe les autorités, unités ou services qui avaient été alertés ou avisés.

5.5.2 Phase de détresse

5.5.2.1 Lorsque, au cours d'une phase de détresse, le centre de coordination de sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage, le cas échéant, est avisé par le navire en détresse ou par d'autres sources

appropriées que l'urgence a cessé, il prend les mesures nécessaires pour mettre fin aux opérations de recherche et de sauvetage et pour informer les autorités, unités ou services qui avaient été alertés ou avisés.

5.5.2.2 Si, au cours d'une phase de détresse, il est établi que les recherches devraient être interrompues, le centre de coordination de sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage, le cas échéant, suspend les opérations de recherche et de sauvetage et en informe les autorités, unités ou services qui avaient été alertés ou avisés. Il sera tenu compte des informations reçues ultérieurement pour déterminer s'il convient ou non de reprendre les opérations de recherche et de sauvetage.

5.5.2.3 Si, au cours d'une phase de détresse, il est constaté que toute poursuite des recherches serait inutile, le centre de coordination de sauvetage ou, le cas échéant, le centre secondaire de sauvetage met fin aux opérations de recherche et de sauvetage et en informe les autorités, unités ou services qui avaient été alertés ou avisés.

5.6 Coordination sur place des activités de recherche et de sauvetage

5.6.1 Les activités des unités participant aux opérations de recherche et de sauvetage, qu'il s'agisse d'unités de sauvetage ou d'autres unités prêtant assistance, sont coordonnées de manière à obtenir les résultats les plus efficaces.

5.7 Désignation du commandant sur place et définition de ses responsabilités

5.7.1 Lorsque les unités de sauvetage s'apprêtent à engager les opérations de recherche et de sauvetage, l'une d'entre elles devrait être désignée comme commandant sur place dès que possible et de préférence avant l'arrivée dans la zone de recherche déterminée.

5.7.2 Le centre de coordination de sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage approprié devrait désigner un commandant sur place. Si cela n'est pas possible, les unités concernées devraient désigner un commandant sur place d'un commun accord.

5.7.3 Jusqu'à ce que l'on ait désigné un commandant sur place, la première unité de sauvetage à arriver sur le lieu des opérations devrait assumer automatiquement les fonctions et responsabilités de commandant sur place.

5.7.4 Le commandant sur place est chargé des fonctions suivantes lorsque celles-ci n'ont pas été remplies par le centre ou le centre secondaire responsable :

.1 détermination de la position probable de l'objet des recherches, de la marge d'erreur probable de sa position et de la zone de recherche;

.2 adoption de mesures en vue d'espacer les unités participant aux recherches, aux fins de la sécurité;

.3 attribution de secteurs de recherche appropriés aux unités participant aux opérations de recherche et assignation de zones de recherche aux unités ou groupe d'unités;

.4 désignation des unités chargées d'effectuer le sauvetage après la découverte de l'objet des recherches; et

.5 coordination sur place des communications de recherche et de sauvetage.

5.7.5 Le commandant sur place est également chargé des fonctions suivantes :

.1 envoi de rapports périodiques au centre de coordination de sauvetage ou au centre secondaire de sauvetage qui coordonne les opérations;

.2 indication du nombre et des noms des survivants au centre de coordination de sauvetage ou au centre secondaire de sauvetage qui coordonne les opérations; communication à ce centre des noms et destinations des unités qui ont des survivants à leur bord en indiquant la repartition de ces survivants par unité et demande d'assistance supplémentaire au centre, en cas de besoin, par exemple pour l'évacuation sanitaire des survivants atteints de blessures graves.

5.8 Désignation du coordonnateur des recherches en surface et définition de ses responsabilités

5.8.1 Si aucune unité de sauvetage (et notamment aucun navire de guerre) n'est disponible pour assumer les fonctions de commandant sur place, et qu'un certain nombre de navires de commerce ou d'autres navires participent aux opérations, l'un d'entre eux devrait être désigné d'un commun accord comme coordonnateur des recherches en surface.

5.8.2 Le coordonnateur des recherches en surface devrait être désigné dès que possible et de préférence avant l'arrivée dans la zone de recherche déterminée.

5.8.3 Le coordonnateur des recherches en surface devrait être responsable d'un nombre aussi grand de fonctions énumérées aux paragraphes 5.7.4 et 5.7.5 que le navire est capable d'exécuter.

5.9 Déclenchement des opérations

5.9.1 Toute unité qui a connaissance d'un cas de détresse prend immédiatement des dispositions dans la mesure de ses possibilités en vue de prêter assistance ou alerte les autres unités pouvant prêter assistance et avise le centre de coordination de sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage de la zone où s'est produit le cas de détresse.

5.10 Zones de recherche

5.10.1 Les zones de recherche déterminées conformément aux dispositions des alinéas 5.3.3.2, 5.7.4.1 ou du paragraphe 5.8.3 peuvent être modifiées selon les besoins par le commandant sur place ou le coordonnateur des recherches en surface, qui devrait notifier au centre de coordination de sauvetage ou au centre secondaire de sauvetage les mesures qu'il prend et les raisons de ces mesures.

5.11 Diagrammes de recherche

5.11.1 Les diagrammes de recherche établis en fonction des alinéas 5.3.3.6 ou 5.7.4.3 ou du paragraphe 5.8.3 peuvent être remplacés par d'autres diagrammes si cela est jugé nécessaire par le commandant sur place ou le coordonnateur des recherches en surface. Celui-ci devrait aviser de cette décision le centre de coordination de sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage, en indiquant les raisons de sa décision.

5.12 Succès des recherches

5.12.1 Si les recherches ont abouti, le commandant sur place ou le coordonnateur des recherches en surface devrait ordonner aux unités les mieux équipées de procéder au sauvetage ou de fournir toute autre assistance nécessaire.

5.12.2 Les unités chargées d'effectuer le sauvetage devraient indiquer, si besoin est, au commandant sur place ou au coordonnateur des recherches en surface le nombre et les noms des survivants qui se trouvent à bord en précisant si toutes les personnes ont pu être recueillies et si une assistance supplémentaire est nécessaire - telle que par exemple des évacuations sanitaires - ainsi que la destination des unités.

5.12.3 Si les recherches ont abouti, le commandant sur place ou le coordonnateur des recherches en surface devrait immédiatement en aviser le centre de coordination de sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage.

5.13 Echec des recherches

5.13.1 Les recherches ne devraient prendre fin que s'il n'y a plus d'espoir raisonnable de recueillir les survivants.

5.13.2 La décision de mettre fin aux recherches devrait incomber normalement au centre de coordination de sauvetage ou au centre secondaire de sauvetage qui coordonne les opérations.

5.13.3 Dans les régions océaniques lointaines qui ne relèvent pas d'un centre de coordination de sauvetage ou dont le centre responsable n'est pas en mesure de coordonner les opérations de recherche et de sauvetage, le commandant sur place ou le coordonnateur des recherches en surface peut prendre la responsabilité de mettre fin aux recherches.

CHAPITRE 6

SYSTEMES DE COMPTES RENDUS DES NAVIRES

6.1 Généralités

6.1.1 Les Parties devraient établir un système de comptes rendus des navires qui s'applique dans toute région de recherche et de sauvetage dont elles sont chargées, lorsqu'elles le jugent nécessaire pour faciliter les opérations de recherche et de sauvetage et possible dans la pratique.

6.1.2 Les Parties qui envisagent l'établissement d'un système de comptes rendus des navires devraient tenir compte des recommandations pertinentes de l'Organisation.

6.1.3 Le système de comptes rendus des navires devrait fournir des renseignements à jour sur les mouvements des navires afin qu'en cas de détresse, on puisse :

.1 réduire l'intervalle entre le moment où l'on a perdu contact avec un navire et celui où les opérations de recherche et de sauvetage sont déclenchées, lorsque aucun signal de détresse n'a été reçu;

.2 identifier rapidement les navires auxquels on pourrait demander une assistance;

.3 délimiter une zone de recherche d'une étendue limitée au cas où la position d'un navire en détresse est inconnue ou incertaine; et

.4 apporter plus facilement des soins ou des conseils médicaux à des navires qui n'ont pas de médecin à bord.

6.2 Caractéristiques opérationnelles

6.2.1 Afin d'atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 6.1.3, le système de comptes rendus des navires devrait satisfaire aux caractéristiques opérationnelles suivantes :

.1 fourniture de renseignements, notamment des plans de route et des comptes rendus de position, qui permettent de prédire la position future des navires participants;

.2 entretien d'un pointage de la position des navires;

.3 réception, à intervalles appropriés, des comptes rendus des navires participants;

.4 simplicité de conception et d'exploitation;

.5 utilisation, pour les comptes rendus, d'un format et de procédures normalisés agréés au plan international.

6.3 Types de comptes rendus

6.3.1 Un système de comptes rendus des navires devrait comprendre les comptes rendus suivants :

.1 Plan de route : donnant le nom, l'indicatif d'appel ou l'identité de la station du navire, la date et l'heure (TU) du départ, ainsi que des détails sur le point de départ, le

prochain port d'escale, les intentions de route et de vitesse, la date et l'heure (TU) d'arrivée prévues. Les changements importants devraient être signalés aussi rapidement que possible.

.2 Compte rendu de position : donnant le nom, l'indicatif d'appel ou l'identité de la station du navire, la date et l'heure (TU), la position, le cap et la vitesse.

.3 Compte rendu final : donnant le nom, l'indicatif d'appel ou l'identité de la station du navire, la date et l'heure (TU) de l'arrivée du navire à destination ou de son départ de la zone couverte par le système.

6.4 Utilisation des systèmes

6.4.1 Les Parties devraient encourager tous les navires à signaler leur position lorsqu'ils traversent des zones où des dispositions ont été prises pour réunir des renseignements sur la position des navires aux fins de la recherche et du sauvetage.

6.4.2 Les Parties qui recueillent des renseignements sur la position des navires devraient, dans toute la mesure du possible, les communiquer aux autres Etats qui leur en font la demande aux fins de la recherche et du sauvetage.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1979 SULLA RICERCA ED IL SALVATAGGIO IN MARE

LE PARTI ALLA CONVENZIONE,

PRENDENDO ATTO della grande importanza che nelle varie convenzioni rivestono l'assistenza alle persone in pericolo in mare e l'installazione da parte di tutti gli Stati costieri di strumenti adeguati ed efficaci per la vigilanza costiera e per i servizi di ricerca e di salvataggio,

AVENDO ESAMINATO la Raccomandazione n. 40 della Conferenza internazionale del 1960 per la salvaguardia della vita umana in mare, che riconosce l'opportunità di coordinare le attività di un certo numero di organizzazioni intergovernative riguardo alla sicurezza in mare e al di sopra del livello del mare,

DESIDERANDO intensificare e promuovere queste attività grazie alla creazione di un piano internazionale di ricerca e di salvataggio in mare, che risponda alle necessità del traffico marittimo in materia di salvataggio delle persone in pericolo in mare,

AUSPICANDO di favorire la cooperazione tra le organizzazioni di ricerca e di salvataggio del mondo intero e tra tutti coloro che partecipano ad operazioni di ricerca e salvataggio in mare,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

ARTICOLO I
Obblighi generali derivanti dalla Convenzione

Le Parti si impegnano ad adottare ogni provvedimento legislativo o altro provvedimento appropriato necessari a dare pieno effetto alla Convenzione ed al suo Allegato, che è parte integrante della

Convenzione. Salvo disposizione espressamente contraria, ogni riferimento alla Convenzione costituisce anche un riferimento al suo Allegato.

ARTICOLO II
Altri trattati e interpretazione

1. Nessuna disposizione della Convenzione pregiudicherà la codificazione e l'elaborazione del diritto del mare da parte della Conferenza delle Nazioni Unite sul diritto del mare, convocata in virtù della Risoluzione 2750 (XXV) dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, nè le rivendicazioni e posizioni giuridiche presenti o future di qualsiasi Stato riguardo al diritto del mare e alla natura o l'estensione della giurisdizione dello Stato costiero e dello Stato di bandiera.

2. Nessuna disposizione della Convenzione dovrà essere interpretata in modo da pregiudicare gli obblighi o i diritti delle navi, definiti in altri strumenti internazionali.

ARTICOLO III
Emendamenti

1. La Convenzione potrà essere modificata attraverso l'una o l'altra delle procedure di cui ai successivi paragrafi 2. e 3.

2. Emendamento successivo ad un esame condotto dall'Organizzazione intergovernativa consultiva della navigazione marittima (qui di seguito citata come "l'Organizzazione"):

   a) ogni emendamento proposto da una Parte ed inviato al Segretario Generale dell'Organizzazione (qui di seguito citato come "il Segretario Generale"), ovvero ogni emendamento ritenuto necessario dal Segretario Generale a seguito di un emendamento ad una disposizione equivalente dell'Allegato 12 alla Convenzione relativa all'aviazione civile interna-

zionale verrà inviato a tutti i membri dell'Organizzazione ed a tutte le Parti, almeno sei mesi prima del suo esame da parte del Comitato per la sicurezza in mare.

b) Le Parti, siano esse membri o meno dell'Organizzazione, saranno autorizzate a partecipare alle deliberazioni del Comitato per la sicurezza in mare per l'esame e l'adozione degli emendamenti.

c) Gli emendamenti verranno adottati con una maggioranza dei due terzi delle Parti presenti e votanti in seno al Comitato per la sicurezza in mare, a condizione che almeno un terzo delle Parti sia presente al momento dell'adozione dell'emendamento.

d) Gli emendamenti adottati conformemente al comma c) saranno comunicati per l'accettazione a tutte le Parti a cura del Segretario Generale.

e) Un emendamento ad un articolo o ai paragrafi 2.1.4, 2.1.5, 2.1.7, 2.1.10, 3.1.2 oppure 3.1.3 dell'Allegato verrà ritenuto accettato alla data in cui il Segretario Generale avrà ricevuto uno strumento di accettazione dai due terzi delle Parti.

f) Un emendamento alle disposizioni dell'Allegato diverse da quelle dei paragrafi 2.1.4, 2.1.5, 2.1.7, 2.1.10, 3.1.2 oppure 3.1.3 verrà considerata accettata allo scadere di un periodo di un anno a partire dalla data in cui esso è stato comunicato alle Parti per la loro accettazione. Tuttavia, se nel corso di questo periodo di un anno più di un terzo delle parti avranno notificato al Segretario Generale che esse sollevano un'obiezione contro detto emendamento, questo ultimo verrà considerato come non accettato.

g) Un emendamento ad un articolo o ai paragrafi 2.1.4, 2.1.5, 2.1.7, 2.1.10, 3.1.2 oppure 3.1.3 dell'Allegato entrerà in vigore:

i) nei confronti delle Parti che l'hanno accettato, sei mesi dopo la data in cui esso è considerato accettato;

ii) nei confronti delle Parti che l'accetteranno dopo che la condizione di cui al comma e) è stata soddisfatta e prima che l'emendamento entri in vigore, alla data dell'entrata in vigore dell'emendamento;

iii) nei confronti delle Parti che l'accetteranno dopo la data dell'entrata in vigore dell'emendamento, trenta giorni dopo il deposito di uno strumento di accettazione.

h) Un emendamento alle disposizioni dell'Allegato diverse da quelle dei paragrafi 2.1.4, 2.1.5, 2.1.7, 2.1.10, 3.1.2 oppure 3.1.3 entrerà in vigore nei confronti di tutte le Parti, ad eccezione di quelle che hanno sollevato un'obiezione contro detto emendamento in conformità al paragrafo f) e che non hanno ritirato tale obiezione, sei mesi dopo la data in cui è considerato come accettato. Tuttavia prima della data fissata per l'entrata in vigore di un emendamento, ciascuna Parte potrà notificare al Segretario Generale che si esime dal dare effetto all'emendamento per un periodo non superiore ad un anno a partire dalla data della sua entrata in vigore o per un periodo più lungo se la maggioranza dei due terzi delle Parti presenti e votanti in seno al Comitato per la sicurezza in mare al momento dell'adozione dell'emendamento così decide.

3. Emendamento con convocazione di una Conferenza:

a) Su richiesta di una Parte appoggiata da almeno un terzo delle Parti, l'Organizzazione convocherà una Conferenza delle Parti per esaminare gli emendamenti alla Convenzione. Le proposte di emendamenti verranno inviate dal Segretario Generale a tutte le Parti almeno sei mesi prima del loro esame da parte della Conferenza.

b) Gli emendamenti verranno adottati da detta Conferneza con la maggioranza dei due terzi delle Parti presenti e votanti, a

condizione che almeno un terzo delle Parti sia presente al momento dell'adozione dell'emendamento. Gli emendamenti così adottati verranno comunicati dal Segretario Generale a tutte le Parti per l'accettazione.

c) A meno che la Conferenza non decida altrimenti, l'emendamento verrà considerato come accettato ed entrerà in vigore secondo le procedure previste rispettivamente ai comma e, f), g) e h) del paragrafo 2., a condizione che i riferimenti del comma h) del paragrafo 2. al Comitato per la sicurezza in mare, allargato conformemente alle disposizioni del comma b) del paragrafo 2. vengano considerati come riferimenti alla Conferenza.

4. Ogni dichiarazione di accettazione o di obiezione relativa ad un emendamento o ogni notifica comunicata in virtù del comma h) paragrafo 2. dovrà essere inviate per iscritto al Segretario Generale. Quest'ultimo informerà tutte le Parti di detta comunicazione e della data della sua ricezione.

5. Il Segretario Generale informerà gli Stati di ogni emendamento che entrerà in vigore nonchè della data della loro entrata in vigore.

Articolo IV

Firma, ratifica, accettazione, approvazione e adesione.

1) La Convenzione è aperta alla firma, presso la Organizzazione, dal 1° novembre 1979 al 31 ottobre 1980, e resta in seguito aperta all'adesione. Gli Stati possono divenire Parti della Convenzione attraverso:

a) firma senza riserva quanto alla ratifica, accettazione o approvazione; o

b) firma con riserva di ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione; o

c)adesione.

2) La ratifica, accettazione, approvazione o adesione si effettuano attraverso il deposito di uno strumento, volto a questo effetto, presso il Segretario Generale.

3)Il Segretario Generale informa gli Stati di ogni firma o del deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione e della data del deposito.

ARTICOLO V

Entrata in vigore

1. La Convenzione entrerà in vigore 12 mesi dopo la data in cui 15 Stati saranno divenuti Parti di detta Convenzione conformemente alle disposizioni dell'articolo IV.

2. per gli Stati che ratificheranno, accetteranno approveranno la Convenzione o vi aderiranno conformemente all'articolo IV dopo che sarà soddisfatta la condizione prescritta dal paragrafo 1. e prima dell'entrata in vigore della Convenzione, la data di entrata in vigore sarà quella dell'entrata in vigore della Convenzione.

3. Per gli Stati che ratificheranno, accetteranno, approveranno la Convenzione o vi aderiranno dopo la data della sua entrata in vigore, la Convenzione entrerà in vigore 30 giorni dopo la data del deposito di uno strumento conformemente alle disposizioni dell'articolo IV.

4. Ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione depositato dopo l'entrata in vigore di un emendamento alla Convenzione conformemente alle disposizioni dell'articolo III si applicherà al testo modificato della Convenzione e per lo Stato che avrà depositato un tale strumento, la Convenzione modificata entrerà in vigore 30 giorni dopo la data di detto deposito.

5. Il Segretario Generale informerà gli Stati sulla data di entrata in vigore della Convenzione.

ARTICOLO VI
Denuncia

1. La Convenzione può essere denunciata da una qualsiasi delle Parti in qualunque momento dopo la scadenza di un periodo di 5 anni dalla data in cui la Convenzione entra in vigore per detta Parte.

2. La denuncia si effettua con il deposito di uno strumento di denuncia presso il Segretario Generale. Quest'ultimo notificherà agli Stati ogni denuncia ricevuta e la data della sua ricezione, nonché la data in cui la denuncia avrà effetto.

3. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data in cui il Segretario Generale avrà ricevuto la notifica, o alla scadenza di un periodo più lungo specificato nello strumento di denuncia.

ARTICOLO VII
Deposito e Registrazione

1. La Convenzione sarà depositata presso il Segretario Generale che ne trasmetterà copie certificate conformi agli Stati.

2. All'entrata in vigore della Convenzione, il suo testo verrà trasmesso dal Segretario Generale al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per la registrazione e la pubblicazione conformemente all'articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite.

ARTICOLO VIII
Lingue

La Convenzione è fatta in un unico esemplare in lingue cinese, francese, inglese, russo e spagnolo, ciascun testo facente egualmente fede. Sono stabilite delle traduzioni ufficiali in lingua tedesca, araba e italiana che verranno depositate con l'esemplare originale corredato delle firme.

Fatto ad Amburgo il 27 aprile 1979.

In fede di che i sottoscritti debitamente autorizzati a tale scopo dai loro rispettivi Governi, hanno apposto la loro firma alla Convenzione.

ANNESSO

CAPITOLO I

TERMINI E DEFINIZIONI

1.1. Nel presente Allegato si usa il presente dell'indicativo quando si tratta di una disposizione la cui applicazione uniforme da parte di tutte le Parti contraenti è necessaria per la salvaguardia della vita umana in mare.

1.2. Nel presente Allegato si usa il condizionale quando si tratta di una disposizione la cui applicazione uniforme da parte di tutte le Parti contraenti è raccomandata per la salvaguardia della vita umana in mare.

1.3. Nel presente Allegato le espressioni qui di seguito elencate hanno il seguente significato:

1. "Zone di ricerca e di salvataggio". Zone di dimensioni determinate entro i cui limiti vengono forniti dei servizi di ricerca e di salvataggio.

2. "Centro di coordinamento di salvataggio". Centro incaricato di assicurare l'organizzazione efficiente dei servizi di ricerca e di salvataggio e di coordinare le operazioni di ricerca e di salvataggio in una zona di ricerca e di salvataggio.

3. "Centro secondario di salvataggio". Centro subordinato ad un centro di coordinamento di salvataggio e complementare di quest'ultimo in un determinato settore di una zona di ricerca e di salvataggio.

12. "Effettuare un ammaraggio forzato". Nel caso in cui un aeromobile effettui un ammaraggio forzato sull'acqua.

CAPITOLO 2

ORGANIZZAZIONE

2.1. Disposizioni relative all'insediamento e al coordinamento dei servizi di ricerca e di salvataggio.

2.1.1. Le Parti provvedono affinché vengano prese le disposizioni necessarie al fine di fornire alle persone in pericolo in mare al largo delle loro coste i servizi di ricerca e di salvataggio richiesti.

2.1.2. Le Parti comunicano al Segretario Generale le informazioni sulla loro organizzazione di ricerche e di salvataggio nonché tutte le importanti modifiche successive apportate a detta Organizzazione ed in particolare:

1. le informazioni sui servizi nazionali di ricerca e di salvataggio marittimi;

2. l'ubicazione dei centri di coordinamento di salvataggio, i loro numeri di telefono e di telex nonché le zone di cui sono responsabili; e

3. le principali unità di salvataggio a loro disposizione.

2.1.3. Il Segretario Generale comunica, in modo adeguato a tutte le Parti le informazioni di cui al paragrafo 2.1.2.

4. "Unità costiera di guardia". Unità fissa o mobile a terra incaricata di vigilare sulla sicurezza delle navi nelle zone costiere.

5. "Unità di salvataggio". Unità formata da personale addestrato e dotata di materiale adeguato per l'esecuzione rapida delle operazioni di ricerca e di salvataggio.

6. "Comandante sul posto". Comandante di una unità di salvataggio designato al coordinamento delle operazioni di ricerca e di salvataggio in una determinata zona di ricerca.

7. "Coordinatore delle ricerche in superfice". Nave, diversa da una unità di salvataggio, destinata al coordinamento delle operazioni di ricerca e di salvataggio in superficie in una determinata zona di ricerca.

8. "Fase di emergenza". Termine generico che si applica a secondo del caso, alla fase di incertezza, alla fase d'allarme o alle fasi di pericolo.

9. "Fase d'incertezza". Situazione nella quale si può sospettare della sicurezza di una nave e delle persone che vi sono a bordo.

10. "Fase di allarme". Situazione nella quale si può temere per la sicurezza di una nave e delle persone che vi sono a bordo.

11. "Fase di pericolo". Situazione nella quale si può ritenere che una nave o una persona è minacciata da un grave ed imminente pericolo e che ha bisogno di soccorso immediato.

2.1.4. Ogni zona di ricerca e di salvataggio viene stabilita mediante accordo tra le Parti interessate. Il Segretario Generale viene informato della conclusione di un tale accordo.

2.1.5. Se le Parti interessate non raggiungono un accordo sulle dimensioni esatte di una zona di ricerca e di salvataggio, dette Parti fanno tutto il possibile per raggiungere un accordo sull'adozione di disposizioni adeguate che permettano di assicurare un equivalente coordinamento generale dei servizi di ricerca e di salvataggio in detta zona. Il Segretario Generale viene informato dell'adozione di dette disposizioni.

2.1.6. Il Segretario Generale notifica a tutte le Parti gli accordi o le disposizioni di cui ai paragrafi 2.1.4. e 2.1.5.

2.1.7. La delimitazione delle regioni di ricerca e di salvataggio non è legata a quella delle frontiere esistenti tra gli Stati e non pregiudica in alcun modo dette frontiere.

2.1.8. Le Parti dovrebbero organizzare i loro servizi di ricerca e di salvataggio in modo da poter far fronte rapidamente agli appelli di soccorso.

2.1.9. Qualora esse vengano informate che una persona è in pericolo in mare, in una zona in cui una Parte assicura il coordinamento generale delle operazioni di ricerca e di salvataggio, le autorità responsabili di detta Parte adottano immediatamente le misure necessarie per fornire tutta l'assistenza possibile.

2.1.10 Le Parti si assicurano che venga fornita assistenza ad ogni persona in pericolo in mare. Esse fanno ciò senza tener conto della nazionalità o dello statuto di detta persona, né delle circostanze nelle quali è stata trovata.

2.2. Coordinamento dei mezzi di ricerca e di salvataggio

2.2.1. Le Parti adottano le misure necessarie al coordinamento dei mezzi richiesti per fornire dei servizi di ricerca e di salvataggio al largò delle loro coste.

2.2.2. Le Parti devono prevedere un organismo nazionale che assicura il coordinamento generale dei servizi di ricerca e di salvataggio.

2.3. Creazione di centri di coordinàmento di salvataggio e di centri secondari di salvataggio.

2.3.1. In applicazione delle disposizioni dei paragrafi 2.2.1. e 2.2.2. le Parti creano dei centri di coordinamento di salvataggio per i servizi di ricerca e di salvataggio di cui hanno la responsabilità, nonché i centri secondari di salvataggio che ritengono necessari.

2.3.2. Le autorità competenti di ciascuna Parte stabiliscono il settore di responsabilità di ogni centro secondario di salvataggio.

2.3.3. Ogni centro di coordinamento di salvataggio ed ogni centro secondario di salvataggio creati in conformità alle disposizioni del paragrafo 2.3.1. devono disporre di mezzi sufficienti per ricevere le comunicazioni di pericolo o tramite una stazione radio costiera o in altro modo. Ogni centro ed ogni centro secondario così istituiti devono disporre anche di mezzi sufficienti per comunicare con le loro unità e con i centri di coordinamento di salvataggio delle zone adiacenti.

2.4. Designazione delle unità di salvataggio

2.4.1. Le Parti designano:

1. come unità di salvataggio, dei servizi di Stato o altri servizi adeguati, pubblici o privati, opportunamente situati ed equipaggiati o suddivisioni di detti servizi;

2. come elementi dell'organizzazione di ricerca e di salvataggio, dei servizi di Stato o altri servizi adeguati, pubblici o privati, o delle suddivisioni di detti servizi, che non possono essere designati come unità di salvataggio, ma sono in grado di partecipare alle operazioni di ricerca e di salvataggio; le Parti stabiliscono le funzioni di detti element,.

2.5. Mezzi e equipaggiamento delle unità di salvataggio

2.5.1. Ciascuna unità di salvataggio è dotata dei mezzi e dell'equipaggiamento necessari all'adempimento del proprio compito.

2.5.2. Ciascuna unità di salvataggio deve disporre di mezzi rapidi e sicuri di comunicazione con le altre unità o elementi che partecipano alla stessa operazione.

2.5.3. La natura generale del contenuto dei "containers" o delle catene sganciabili destinate ai superstiti dovrebbe essere indicate mediante un codice di colori, in conformità alle disposizioni del paragrafo 2.5.4. nonché di indicazioni stampate e di simboli esplicativi evidenti, nelle misure in cui detti simboli esistano.

2.5.4. Qualora il contenuto dei "containers" o delle catene sganciabili sia indicato da un codice di colori, detti "containers" e dette catene dovrebbero essere munite di fascie i cui colori siano conformi al seguente codice:

1. Rosso - articolo di pronto soccorso e borsa di medico;
2. Blu - viveri e acque;
3. Giallo - coperte e vestiti protettivi;
4. Nero - materiale vario quale fornellini, accette, bussole e utensili di cucina.

2.5.5. Qualora gli articoli di varia natura vengano buttati a mare in un unico "container" o in un solo elemento di catena, detto "container" o detto elemento dovrebbe essere munito di una fascia multicolore i cui colori corrispondano agli articoli che contiene.

2.5.6. Ciascun "container" o catena sganciabile dovrebbe contenere le istruzioni sull'uso degli articoli che contiene. Dette istruzioni dovrebbero essere stampate in inglese e in almeno altre due lingue.

CAPITOLO 3

COOPERAZIONE

3.1. <u>Cooperazione tra Stati</u>

3.1.1. Le Parti coordinano i loro servizi di ricerca e di salvataggio e dovrebbero ogni volta che ciò sia necessario, coordinare le loro operazioni di ricerca e di salvataggio con quelle degli Stati vicini.

3.1.2. A meno che gli Stati interessati non decidano altrimenti, di comune accordo, una Parte dovrebbe permettere alle unità di

salvataggio delle altre Parti, con riserva delle leggi, norme e regolamenti nazionali, di entrare direttamente nel suo mare territoriale o nel suo territorio o di sorvolarli con l'unico scopo di cercare la posizione delle navi sinistrate e di recuperare i superstiti di detti incidenti. In questi casi, le operazioni di ricerca e di salvataggio sono per quanto possibile, coordinati dall'adeguato centro di coordinamento di salvataggio della Parte che ha autorizzato l'entrata o da ogni altra autorità designata da detta Parte.

3.1.3. A meno che gli Stati interessati non decidano altrimenti, di comune accordo, le autorità di una Parte che desideri che le sue unità di salvataggio entrino nel mare territoriale di un'altra Parte o la sorvolino al solo fine di cercare la posizione delle navi sinistrate o di raccogliere i superstiti di detti incidenti inviano una richiesta con tutte le informazioni, sulla progettata missione e sulla necessità di detta missione, al centro di coordinamento di salvataggio dell'altra Parte o ad ogni altra autorità designata da detta Parte.

3.1.4. Le autorità competenti delle Parti:

1. accusano immediatamente ricevuta di detta domanda; e
2. indicano appena possibile se del caso le condizioni in cui può essere effettuata la progettata missione.

3.1.5. Le Parti dovrebbero concludere con gli Stati vicini, degli accordi sulle condizioni d'accesso reciproco delle unità di salvataggio nei limiti o al di sopra del loro mare territoriale o al loro territorio. Detti accordi dovrebbero prevedere anche delle disposizioni ~~per~~ volte ad accelerare l'accesso di dette unità evitando, per quanto possibile, ogni formalità.

3.1.6. Ogni Parte dovrebbe autorizzare i propri centri di coordinamento di salvataggio:

1. a richiedere a ogni altro centro di coordinamento di salvataggio, i soccorsi di cui può aver bisogno (navi, aeromobili, personale e materiale, ecc.);
2. a concedere l'autorizzazione necessaria per permettere a dette navi, aeromobili, personale o materiale di entrare nel suo mare territoriale o nel suo territorio o di sorvolarli; e
3. a fare i passi necessari presso i servizi competenti delle dogane, dell'immigrazione o altri al fine di accelerare le formalità di accesso.

3.1.7. Ciascuna Parte dovrebbe autorizzare i propri centri di coordinamento di salvataggio a fornire, su richiesta, l'assistenza ad altri centri di coordinamento di salvataggio ed in particolare a mettere a loro disposizione navi, aeromobili, personale o materiale.

3.1.8. Le Parti dovrebbero concludere con gli Stati vicini accordi in materia di ricerca e di salvataggio per mettere in comune i loro mezzi, per l'elaborazione di procedure comuni, per un addestramento ed esercitazioni comuni, per il controllo regolare delle vie di comunicazione tra gli Stati, per collegamenti tra il personale dei centri di coordinamento di salvataggio e per lo scambio di informazioni relative alla ricerca e al salvataggio.

3.2. Coordinamento con i servizi di navigazione aerea

3.2.1. Le Parti provvedono ad assicurare il più stretto coordinamento possibile tra i servizi marittimi ed aeronautici al fine di istituire dei servizi di ricerca e di salvataggio i più efficienti possibili all'interno e al di sopra delle loro zone di ricerca e di salvataggio.

3.2.2. Ciascuna Parte dovrebbe istituire, qualora ciò fosse possibile, dei centri di coordinamento di salvataggio e dei centri secondari di salvataggio misti, utilizzabili sia per scopi marittimi che aeronautici.

3.2.3. Qualora vengano istituiti dei centri di coordinamento di salvataggio e dei centri secondari di salvataggio differenti per le operazioni marittime e aeronautiche nella stessa zona, la Parte interessata assicura il più stretto coordinamento possibile tra i centri o i centri secondari.

3.2.4. Le Parti provvedono affinché le unità di salvataggio create per scopi marittimi e quelle create per scopi aeronautici utilizzino, per quanto possibile, delle procedure comuni.

CAPITOLO 4
Misure preliminari

4.1. Informazioni richieste

4.1.1. Ogni centro di coordinamento di ricerca e di salvataggio ed ogni centro secondario di salvataggio deve disporre di tutte le informazioni che rivestano un interesse per le operazioni di

ricerca e di salvataggio nella sua zona ed in particolare le informazioni riguardanti:

1. le unità di salvataggio e le unità costiere di guardia;
2. tutti gli altri mezzi pubblici e privati, soprattutto i mezzi di trasporto e l'approvigionamento di carburante, che possono essere utili per le operazioni di ricerca e di salvataggio;
3. i mezzi di comunicazione che possono essere utilizzati per le operazioni di ricerca e di salvataggio;
4. i nomi, indirizzi telegrafici e telex e numeri di telefono e telex degli agenti marittimi, autorità consolari, organizzazioni internazionali ed altri organismi in grado di fornire le informazioni indispensabili riguardanti le navi;
5. l'ubicazione, il codice di chiamata o i segni di identità nel servizio mobile marittimo, orario di guardia e frequenze di tutte le stazioni radioelettriche che possono essere chiamate a partecipare alle operazioni di ricerca e di salvataggio.
6. l'ubicazione, i codici di chiamata o i segni di identità nel servizio mobile marittimo, l'orario di guardia e le frequenze di tutte le stazioni radio costiere che trasmettono le previsioni meteorôlogiche nonché gli avvisi per la zona di ricerca e di salvataggio.
7. l'ubicazione e gli orari di guardia dei servizi che assicurano una guardia radioelettrica e le frequenze di guardia;
8. gli oggetti che possono essere confusi con dei relitti non localizzati o non segnalati; e
9. i luoghi di stoccaggio del materiale di sopravvivenza da distribuire in caso di emergenza.

4.1.2. Ciascun centro di coordinamento di salvataggio e ciascun centro secondario di salvataggio dovrebbe poter ottenere facilmente delle informazioni riguardanti la posizione, la rotta, la velocità e i codici di chiamata o l'identità della stazione delle navi situate nella sua zona e in grado di fornire assistenza alle navi o alle persone in pericolo in mare. Dette informazioni possono essere conservate dal centro di coordinamento di salvataggio, ed essere facilmente disponibili in caso di bisogno.

4.1.3. Ciascun centro di coordinamento di salvataggio e ciascun centro secondario di salvataggio deve disporre di una carta in scala grande della sua zona, sulla quale verranno ~~attaccate~~ affisse e indicate le informazioni utili alle operazioni di ricerca e di salvataggio.

4.2. <u>Piani e istruzioni operative</u>

4.2.1. Ciascun centro di coordinamento di salvataggio e ciascun centro secondario di salvataggio prepara o ha a sua disposizione dei piani o delle istruzioni dettagliate per il comando delle operazioni di ricerca e di salvataggio della sua zona.

4.2.2. Detti piani o istruzioni stabiliscono le disposizioni da adottare per assicurare, nella misura del possibile, la manutenzione e l'approvigionamento di carburante delle navi, aeromobili e veicoli utilizzati per le operazioni di ricerca e di salvataggio, ivi compresi quelli forniti dagli altri Stati.

4.2.3. I piani o istruzioni dovrebbero contenere delle precisazioni su tutte le misure che devono essere adottate da coloro che partecipano alle operazioni di ricerca e di salvataggio nella zona ed in particolare:

1. sul modo di condurre le operazioni di ricerca e di salvataggio;
2. sull'impiego dei sistemi e mezzi di comunicazione a disposizione;
3. sulle misure da adottare se del caso insieme agli altri centri di coordinamento di salvataggio o centri secondari di salvataggio;
4. sui metodi per dare l'allarme alle navi in mare e agli aeromobili in volo;
5. sulle funzioni e sui poteri attribuiti al personale incaricato delle operazioni di ricerca e di salvataggio;
6. sul reimpiego eventuale del materiale che può rivelarsi necessario a causa delle condizioni meteorologiche o altre;
7. sui metodi che consentano di ottenere le informazioni necessarie alle operazioni di ricerca e di salvataggio, come gli avvisi ai naviganti e i bollettini e previsioni sulle condizioni meteorologiche e le condizioni del mare;
8. sui metodi per ottenere, se del caso, l'assistenza di altri centri di coordinamento di salvataggio o di centri secondari di salvataggio, in particolare in materia di navi, aeromobili, personale e materiale;
9. sui metodi per facilitare le operazioni di incontro fra le navi di salvataggio o altre navi e le navi in pericolo; e
10. sui metodi per facilitare le operazioni di incontro tra gli aeromobili in pericolo costretti ad effettuare un ammaraggio forzato e le navi di superficie.

4.3. Disponibilità delle unità di salvataggio

4.3.1. Ciascuna unità di salvataggio designata si tiene a disposizione in modo adeguato alla sua funzione e ne dovrebbe tenere informato il centro di coordinamento di salvataggio o il corrispondente centro secondario di salvataggio.

CAPITOLO 5

Procedure di attuazione

5.1. Informazioni relative ai casi d'emergenza

5.1.1. Le Parti controllano che le guardie radioelettriche permanenti ritenute possibili e necessarie siano assicurate sulle frequenze internazionali di pericolo. Ogni stazione radiocostiera che riceve un appello o un messaggio di soccorso:

1. informa immediatamente il centro di coordinamento di salvataggio o il centro secondario di salvataggio adeguato;
2. ritrasmette tale appello e tale messaggio, qualora sia necessario per informare le navi, su una o più frequenze internazionali di pericolo o su ogni altra frequenza adeguata;
3. fa precedere detta ritrasmissione del segnale di allarme automatico adeguato, a meno che ciò non sia stato già fatto; e
4. adotta ogni altra ulteriore misura che potrebbe essere decisa dall'autorità competente.

5.1.2. Ogni autorità o ogni elemento dei servizi di ricerca e di salvataggio che ha ragione di ritenere che una nave si trovi in situazione di pericolo dovrebbe comunicare al più presto tutte le informazioni a sua disposizione al centro di coordinamento di salvataggio o al centro secondario di salvataggio competente.

5.1.3. I centri di coordinamento di salvataggio e i centri secondari di salvataggio devono, appena ricevono le informazioni relati-

ve ad una nave in stato di emergenza valutare dette informazioni e stabilire la fase di emergenza in conformità al paragrafo 5.2., nonché l'entità delle operazioni necessarie.

5.2. Fase d'emergenza

5.2.1. Ai fini operativi, le fasi d'emergenza si suddividono:

1. "Fase d'incertezza"

1.1. quando viene segnalato che la nave non è arrivata a destinazione; o

1.2. quando la nave non ha segnalato, come è previato, la sua posizione o il suo stato di sicurezza.

2. "Fase di allarme"

2.1. quando in seguito ad una fase d'incertezza, sono falliti i tentativi per stabilire il contatto con la nave o quando le indagini effettuate presso altre fonti adeguate non hanno portato ad alcun risultato; o

2.2. quando le informazioni ricevute indicano che è compromessa l'efficienza del funzionamento della nave, senza tuttavia che tale situazione rischi di portare a un caso di pericolo.

3. "Fase di pericolo"

3.1. quando le informazioni ricevute indicano chiaramente che una nave o una persona è in grave e imminente pericolo e necessita di assistenza immediata; o

3.2. quando in seguito alla fase di allarme, i nuovi tentativi per stabilire un contatto con la nave e le indagini più estese restano senza risultato facendo ritenere che la nave è senza dubbio in pericolo; o

3.3. quando le informazioni ricevute segnalano che è compromessa l'efficienza del funzionamento della nave di modo che sia verosimile un caso di pericolo.

5.3. Procedure che i centri di coordinamento di salvataggio e i centri secondari di salvataggio possano applicare durante le fasi d'emergenza

5.3.1. Quando viene dichiarata la fase di emergenza, il centro di coordinamento di salvataggio o il centro secondario di salvataggio, se del caso, apre un'inchiesta per stabilire lo stato di sicurezza della nave o fa scattare la fase di allarme.

5.3.2. Quando la fase di allarme viene dichiarata, il centro di coordinamento di salvataggio o il centro secondario di salvataggio, se del caso, estende l'indagine iniziata per cercare di trovare la nave dispersa, avvisa i competenti servizi di ricerca e di salvataggio e dà inizio alla procedura prevista dal paragrafo 5.3.3. a seconda delle necessità e delle circostanze dei singoli casi.

5.3.3. Quando viene dichiarata una fase di pericolo, il centro di coordinamento di salvataggio o il centro secondario di salvataggio, se del caso:

1. fa scattare le misure previste al paragrafo 4.2;
2. valuta, secondo la necessità, il margine d'incertezza circa la posizione della nave e stabilisce l'estensione della zona di ricerca;
3. avverte, se possibile, il proprietario della nave o il suo agente e lo tiene al corrente degli sviluppi della situazione;
4. avverte gli altri centri di coordinamento di salvataggio o centri secondari di salvataggio che possono essere chiamati a

prendere parte alle operazioni o che possono essere interessati da tali operazioni;

5. sollecita al più presto l'assistenza da parte degli aeromobili, navi o altri servizi che non partecipano, appositamente all'organizzazione di ricerca e di salvataggio, dato che, nella maggior parte delle situazioni di pericolo nelle zone oceaniche, le altre navi che si trovano nelle vicinanze svolgono un ruolo importante nelle operazioni di ricerca e di salvataggio;

6. stabilisce un piano generale d'esecuzione delle operazioni basandosi sulle informazioni a disposizione e lo comunica, a titolo indicativo, alle autorità designate in conformità ai paragrafi 5.7. e 5.8.;

7. modifica, se le circostanze lo richiedono, le direttive di cui ai comma 5.3.3.6.;

8. avverte le autorità consolari o diplomatiche interessate o, se il fatto riguarda un profugo o un espatriato, la sede dell'organizzazione internazionale competente;

9. avverte, secondo la necessità, i servizi incaricati di indagare sull'incidente; e

10. avverte gli aeromobili, navi e gli altri servizi menzionati al comma 5.3.3.5., d'accordo con le autorità designate in conformità alle disposizioni del paragrafo 5.7. e 5.8., secondo il caso, quando non è più necessario il loro aiuto.

5.3.4. Inizio delle operazioni di ricerca e di salvataggio nel caso di una nave di cui sia sconosciuta la posizione.

5.3.4.1. Nel caso di una fase di emergenza riguardante una nave la cui posizione sia sconosciuta, sono applicabili le seguenti disposizioni:

1. quando un centro di coordinamento di salvataggio o un centro secondario di salvataggio è informato dell' esistenza di una fase di emergenza ed ignora se altri centri prendono le adeguate misure, s'impegna a far scattare le misure necessarie e si mette in contatto con i centri vicini al fine di designare un centro che si assuma immediatamente la responsabilità delle operazioni;

2. salvo decisione contraria adottata di comune accordo dai centri interessati, il centro così designato diventa il centro responsabile della zona in cui si trovava la nave secondo l'ultima posizione segnalata; e

3. dopo l'inizio della fase di pericolo, il centro incaricato di coordinare le operazioni di ricerca e di salvataggio informa, se del caso, gli altri centri interessati di tutte le circostanze del caso d'emergenza e dell'evoluzione della situazione.

5.3.5. Informazioni relative alle navi, oggetto della fase d'emergenza

5.3.5.1. Qualora sia possibile, il centro di coordinamento di salvataggio o il centro secondario di salvataggio responsabile delle operazioni di ricerca e di salvataggio è incaricato di trasmettere alla nave, oggetto della fase d'emergenza, le informazioni riguardanti le operazioni di ricerca e di salvataggio che detto centro ha fatto scattare.

5.4. Coordinamento delle operazioni nel caso in cui almeno due Parti siano interessate.

5.4.1. Quando il comando delle operazioni che riguardano tutta la zona di ricerca e di salvataggio spetta a più di una Parte, ciascuna

Parte adotta le adeguate misure in conformità ai piani o istruzioni operative di cui al paragrafo 4.2., qualora il centro di coordinamento di salvataggio di detta zona glielo richieda.

5.5. Fine e sospensione delle operazioni di ricerca e di salvataggio.

5.5.1. Fase d'incertezza e fase di allarme

5.5.1.1. Quando, nel corso di una fase d'incertezza o di una fase di allarme, un centro di coordinamento di salvataggio o un centro secondario di salvataggio, se del caso, viene informato che è cessata l'emergenza, ne informa le autorità, le unità o servizi ai quali era stato dato l'allarme o che erano stati avvertiti.

5.5.2. Fase di pericolo

5.5.2.1. Quando, durante una fase di pericolo, il centro di coordinamento di salvataggio o il centro secondario di salvataggio, se del caso, viene avvertito dalla nave in pericolo o da altra fonte adeguata che è cessata l'emergenza adotta le misure necessarie per porre fine alle operazioni di ricerca e di salvataggio e per informarne le autorità, le unità o i servizi ai quali era stato dato l'allarme o che erano stati avvertiti.

5.5.2.2. Se, durante una fase di pericolo, viene stabilito che devono essere interrotte le ricerche, il centro di coordinamento di salvataggio o il centro secondario di salvataggio, se del caso, sospende le operazioni di ricerca e di salvataggio e ne informa le autorità, le unità o i servizi ai quali era stato dato l'allarme o che erano stati avvertiti. Si terrà conto delle ulteriori informazioni ricevute per stabilire se conviene o meno riprendere le operazioni di ricerca e di salvataggio.

5.5.2.3. Se, durante una fase di pericolo viene constatato che il proseguimento delle ricerche sarebbe inutile, il centro di coordinamento di salvataggio o, se del caso, il centro secondario di salvataggio pone fine alle operazioni di ricerca e di salvataggio e ne informa le autorità, le unità o servizi ai quali era stato dato l'allarme o che erano stati avvertiti.

5.6. Coordinamento sul posto delle attività di ricerca e di salvataggio

5.6.1. Le attività delle unità che prendono parte alle operazioni di ricerca e di salvataggio, sia che si tratti di unità di salvataggio o di altre unità di assistenza, sono coordinate in modo da ottenere i migliori risultati.

5.7. Designazione del comandante sul posto e determinazione delle sue responsabilità

5.7.1. Allorché le unità di salvataggio si apprestano ad iniziare le operazioni di ricerca e di salvataggio, una di esse dovrà essere designata appena possibile come comandante sul posto, e preferibilmente prima di giungere nella zona di ricerca stabilita.

5.7.2. Il centro di coordinamento o il centro secondario di salvataggio adeguato dovrebbe designare un comandante sul posto. Se ciò non è possibile, le unità interessate dovrebbero designare di comune accordo un comandante sul posto.

5.7.3. Finché non sia stato designato un comandante sul posto, la prima unità di salvataggio che arrivi sul luogo delle operazioni dovrebbe assumere automaticamente le funzioni e le responsabilità di comandante sul posto.

5.7.4. Il comandante sul posto è incaricato delle seguenti funzioni qualora non siano state svolte dal centro o dal centro secondario responsabile:

1. determinazione della probabile posizione dell'oggetto delle ricerche, dell'eventuale margine di errore della sua posizione e della zona di ricerca;
2. adozione di misure al fine di distanziare, per motivi di sicurezza, le unità che prendono parte alle ricerche;
3. assegnazione di settori di ricerca adeguati alle unità che prendono parte alle operazioni di ricerca e assegnazione di zone di ricerche alle unità o gruppo di unità;
4. designazione delle unità incaricate di effettuare il salvataggio dopo aver trovato l'oggetto delle ricerche;
5. coordinamento sul posto delle comunicazioni concernenti la ricerca e il salvataggio.

5.7.5. Il comandante sul posto è incaricato anche delle seguenti funzioni

1. invio di rapporti periodici al centro di coordinamento di salvataggio o al centro secondario di salvataggio che coordina le operazioni;
2. indicazione del numero e dei nomi dei superstiti al centro di coordinamento di salvataggio o al centro secondario di salvataggio che coordina le operazioni, comunicazione a detto centro dei nomi e delle destinazioni delle unità che hanno a bordo dei superstiti indicando la ripartizione di detti superstiti per unità e le richieste di assistenza supplementare al centro, in caso di bisogno, per esempio per l'evacuazione dei superstiti feriti gravemente.

5.8. Designazione del coordinatore delle ricerche in superficie e determinazione delle sue responsabilità

5.8.1. Se nessuna unità di salvataggio (ed in particolare nessuna nave da guerra) è disponibile ad assumere le funzioni di comandante sul posto, ed un certo numero di navi mercantili o di altre navi prendono parte alle operazioni, una di esse dovrebbe essere designata, di comune accordo, quale coordinatore delle ricerche in superficie.

5.8.2. Il coordinatore delle ricerche in superficie dovrebbe essere designato, appena possibile e preferibilmente prima di giungere nella zona di ricerca stabilita.

5.8.3. Il coordinatore delle ricerche in superficie dovrebbe essere responsabile di tutte le funzioni elencate ai paragrafi 5.7.4. e 5.7.5. che la nave è in grado di eseguire.

5.9. Avvio delle operazioni

5.9.1. Ciascuna unità che è a conoscenza di un caso di pericolo adotta immediatamente delle misure a seconda delle sue possibilità al fine di prestare assistenza o dà l'allarme alle altre unità in grado di prestare assistenza ed avverte il centro di coordinamento di salvataggio o il centro secondario di salvataggio della zona in cui si è verificato il caso di pericolo.

5.10. Zone di ricerca

5.10.1. Le zone di ricerca stabilite conformemente alle disposizioni dei comma 5.3.3.2., 5.7.4.1. o del paragrafo 5.8.3. possono essere modificate a seconda delle necessità, dal comandante sul posto o dal coordinatore delle ricerche in superficie, che dovrebbe notificare al centro di coordinamento di salvataggio o al centro secondario di salvataggio le misure che adotta e le ragioni di dette misure.

5.11. Grafici di ricerche

5.11.1. I grafici di ricerca stabiliti conformemente ai comma 5.3.3.6. o 5.7.4.3. o dal paragrafo 5.8.3. possono essere sostituiti da altri grafici qualora il comandante sul posto o il coordinatore delle ricerche in superficie lo ritenga necessario. Quest'ultimo dovrebbe comunicare questa decisione al centro di coordinamento di salvataggio o al centro secondario di salvataggio, indicando le ragioni della sua decisione.

5.12. Successo delle ricerche

5.12.1. In caso di buon esito delle ricerche, il comandante sul posto o il coordinatore delle ricerche in superficie dovrebbe ordinare alle unità più attrezzate di procedere al salvataggio o di fornire ogni altra assistenza necessaria.

5.12.2. Le unità incaricate di effettuare il salvataggio dovrebbero indicare, se necessario, al comandante sul posto o al coordinatore delle ricerche in superficie il numero ed i nomi dei superstiti che si trovano a bordo precisando se tutte le persone sono state raccolte e se è necessaria un'assistenza supplementare - come per esempio l'evacuazione sanitaria - nonché la destinazione delle unità.

5.12.3. In caso di buon esito delle ricerche, il comandante sul posto o il coordinatore delle ricerche in superficie ne dovrebbe informare immediatamente il centro di coordinamento di salvataggio o il centro secondario di salvataggio.

5.13. Fallimento delle ricerche

5.13.1. Le ricerche non dovrebbero essere sospese fin tanto che vi siano più ragionevoli speranze di raccogliere dei superstiti.

5.13.2. La decisione di sospendere le ricerche spetterebbe di norma al centro di coordinamento di salvataggio o al centro secondario di salvataggio che coordina le operazioni.

5.13.3. Nelle regioni oceaniche lontane che non dipendono da un centro di coordinamento di salvataggio o il cui centro responsabile non è in grado di coordinare le operazioni di ricerca e di salvataggio, il comandante sul posto o il coordinatore delle ricerche in superficie può assumersi la responsabilità di sospendere le ricerche.

CAPITOLO 6

SISTEMA DI RESOCONTO DELLE NAVI

6.1. Principi generali

6.1.1. Le Parti dovrebbe stabilire un sistema di resoconto delle navi da adottare in tutta la zona di ricerca e di salvataggio di cui sono responsabili, qualora lo giudichino necessario per facilitare le operazioni di ricerca e di salvataggio e di possibile realizzazione.

6.1.2. Le Parti che prevedono di stabilire un sistema di resoconto delle navi dovrebbero tener conto delle relative raccomandazioni dell'organizzazione.

6.1.3. Il sistema dei resoconti delle navi dovrebbe fornire informazioni aggiornate sui movimenti delle navi affinché in caso di pericolo si possa:

1. ridurre il lasso di tempo tra il momento in cui si è perso il contatto con una nave ed il momento in cui vengano avviate le operazioni di ricerca e di salvataggio, qualora non sia stato ricevuto nessun segnale di pericolo;
2. individuare rapidamente le navi alle quali si potrebbe chiedere assistenza;
3. delimitare una zona di ricerca di estensione limitata qualora la posizione di una nave in pericolo sia sconosciuta o incerta;
4. Prestare più facilmente le prime cure o consigli medici a navi che non abbiano il medico a bordo.

6.2. Caratteristiche operative

6.2.1. Per raggiungere gli obiettivi enunciati al paragrafo 6.1.3., il sistema dei resoconti delle navi dovrebbe soddisfare le seguenti caratteristiche operative:

1. forniture di informazioni, in particolare dei piani di rotta e dei resoconti di posizione, che permettano di prevedere la futura posizione delle navi partecipanti;
2. aggiornamento dell'indicazione della posizione delle navi;
3. ricezione, ad intervalli adeguati, dei resoconti delle navi partecipanti;
4. semplicità della redazione e di impiego;
5. impiego per i resoconti, di un formato e di procedure standardizzate ammesse in campo internazionale.

6.3 Tipi di resoconti

6.3.1 Un sistema di resoconti delle navi dovrebbe comprendere i seguenti resoconti:

1. Schema della rotta: indicando il nome, codice di chiamata o segni d'identità della stazione della nave, data e ora (TU) di partenza, nonchè dettagli sul punto di partenza, il prossimo scalo, i programmi di rotta e di velocità, la data e l'ora (TU) d'arrivo previsti. I cambiamenti importanti dovrebbero essere segnalati al più presto possibile.

2. Rendiconto di posizione: indicante nome, codice di chiamata o identità della stazione della nave, data e ora (TU), posizione, la direzione e la velocità.

3. Rendiconto finale: indicante nome, codice di chiamata o identità della stazione della nave, la data e l'ora (TU) d'arrivo della nave a destinazione o della sua partenza della zona coperta dal sistema.

6.4. Impiego dei sistemi

6.4.1 Le Parti dovrebbero incoraggiare tutte le navi a segnalare la loro posizione in caso di attraversamento di determinate zone nelle quali sono stati presi dei provvedimenti per raccogliere i dati sulla posizione delle navi ai fini delle ricerche e del salvataggio.

6.4.2 Le Parti che raccolgono i dati sulla posizione delle navi dovrebbero comunicarli, nella misura del possibile, agli altri Stati che ne abbiano fatto loro richiesta ai fini della ricerca e del salvataggio.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1908):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 18 novembre 1987.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 23 febbraio 1988, con pareri delle commissioni V e IX.

Esaminato dalla III commissione il 1° giugno 1988.

Esaminato in aula e approvato il 16 giugno 1988.

Senato della Repubblica (atto n. 1153):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 28 luglio 1988, con pareri delle commissioni 5ª e 8ª

Esaminato dalla 3ª commissione il 15 febbraio 1989

Relazione scritta annunciata il 28 febbraio 1989 (atto n. 1153/*A* - relatore sen. GRAZIANI).

Esaminato in aula e approvato il 15 marzo 1989.

89G0161

LEGGE 3 aprile 1989, n. 148.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana ed il Regno del Belgio per evitare le doppie imposizioni e per prevenire la frode e l'evasione fiscali in materia di imposte sul reddito, con protocollo finale, firmato a Roma il 29 aprile 1983, nonché del protocollo aggiuntivo di modifica, firmato a Roma il 19 dicembre 1984.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra la Repubblica italiana ed il Regno del Belgio per evitare le doppie imposizioni e per prevenire la frode e l'evasione fiscali in materia di imposte sul reddito, con protocollo finale, firmata a Roma il 29 aprile 1983, nonché del protocollo aggiuntivo di modifica, firmato a Roma il 19 dicembre 1984.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli atti di cui all'articolo 1, a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo 30 della convenzione e all'articolo 2 del protocollo aggiuntivo.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 aprile 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENZIONE TRA L'ITALIA E IL BELGIO PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI E PER PREVENIRE LA FRODE E L'EVASIONE FISCALI IN MATERIA DI IMPOSTE SUL REDDITO

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

SUA MAESTA' IL RE DEI BELGI,

Desiderosi di aggiornare, in considerazione delle modifiche apportate alle legislazioni fiscali dei due Stati, la Convenzione ed il Protocollo finale firmati a Bruxelles il 19 ottobre 1970 tra l'Italia e il Belgio per evitare le doppie imposizioni e per regolare talune altre questioni in materia di imposte sul reddito,

Hanno deciso di concludere a tale scopo una nuova Convenzione per evitare le doppie imposizioni e per prevenire la frode e l'evasione fiscali in materia di imposte sul reddito, destinata a sostituire la precedente, ed hanno nominato a tale effetto come loro Plenipotenziari,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA:

Il Sottosegretario di Stato agli Affari Esteri On. Bruno Corti

SUA MAESTA' IL RE DEI BELGI:

Il Signor Marcel Rymenans, Ambasciatore del Regno del Belgio

I quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri ed averli riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo 1

SOGGETTI

La presente Convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

Articolo 2

IMPOSTE CONSIDERATE

1. La presente Convenzione si applica alle imposte sul reddito prelevate per conto di uno Stato contraente, delle sue suddivisioni politiche o amministrative o dei suoi enti locali qualunque sia il sistema di prelevamento.

2. Sono considerate imposte sul reddito le imposte prelevate sul reddito complessivo o su elementi del reddito, comprese le imposte sugli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili o immobili, le imposte sull'ammontare complessivo dei salari corrisposti dalle imprese, nonchè le imposte sui plusvalori.

3. Le imposte attuali cui si applica la Convenzione sono in particolare:

a) in Belgio:

1) l'imposta sulle persone fisiche (l'impot des personnes physiques),
2) l'imposta sulle società (l'impôt des sociétés),
3) l'imposta sulle persone giuridiche (l'impot des personnes morales),
4) l'imposta sui non residenti (l'impôt des non résidents),
5) la contribuzione eccezionale e temporanea di solidarietà (la partecipation exceptionnelle et temporaire de solidarité),

ivi compresi gli acconti (précomptes), le addizionali decimali e centesimali di tali imposte ed acconti, nonchè le imposte addizionali all'imposta sulle persone fisiche,
(qui di seguito indicate quali "imposta belga");

b) in Italia:

1) l'imposta sul reddito delle persone fisiche,

2) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche,

3) l'imposta locale sui redditi,

ancorchè riscosse mediante ritenuta alla fonte,
(qui di seguito indicate quali "imposta italiana").

4. La Convenzione si applica anche alle imposte di natura identica o analoga che verranno istituite dopo la firma della Convenzione e che si aggiungeranno alle imposte attuali o che le sostituiranno. Le autorità competenti degli Stati contraenti si comunicheranno le modifiche importanti apportate alle loro rispettive legislazioni fiscali.

Articolo 3

DEFINIZIONI GENERALI

1. Ai fini della presente Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

a) le espressioni "uno Stato contraente" e "l'altro Stato contraente" designano, come il contesto richiede, il Belgio o l'Italia;

b) (1) il termine "Belgio" designa il territorio nazionale nonchè le zone marine soggette alla giurisdizione nazionale del Regno del Belgio;

(2) il termine "Italia" designa il territorio della Repubblica italiana e comprende le zone al di fuori del mare territoriale dell'Italia - ed in particolare il letto ed il sottosuolo del mare adiacenti al territorio della penisola e delle isole italiane e situati al di fuori del mare territoriale - fino al limite stabilito dalla legislazione italiana in materia di ricerca e di sfruttamento delle risorse naturali di tali zone

c) il termine "persona" comprende le persone fisiche, le società ed ogni altra associazione di persone;

d) il termine "società" designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato persona giuridica ai fini dell'imposizione nello Stato del quale è residente;

e) le espressioni "impresa di uno Stato contraente" e "impresa dell'altro Stato contraente" designano rispettivamente un'impresa esercitata da un residente di uno Stato contraente e un'impresa esercitata da un residente dell'altro Stato contraente;

f) l'espressione "traffico internazionale" designa qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave o di un aeromobile da parte di una impresa la cui sede di direzione effettiva è situata in uno Stato contraente, ad eccezione del caso in cui la nave o l'aeromobile sia utilizzato esclusivamente tra località situate nell'altro Stato contraente;

g) il termine "nazionali" designa:

(1) le persone fisiche che possiedono la nazionalità di uno Stato contraente;

(2) le persone giuridiche, società di persone ed associazioni costituite in conformità della legislazione in vigore in uno Stato contraente;

h) l'espressione "autorità competente" designa:

(1) in Belgio, il Ministro delle Finanze o il suo rappresentante autorizzato;

(2) in Italia, il Ministero delle Finanze.

2. Per l'applicazione della Convenzione da parte di uno Stato contraente, le espressioni non definite hanno il significato che ad esse attribuisce la legislazione di detto Stato relativa alle imposte alle quali si applica la Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

Articolo 4

RESIDENTE

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione "residente di uno Stato contraente" designa ogni persona il cui reddito, in virtù della

legislazione di detto Stato è assoggettato ad imposta nello stesso Stato, a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga. Tuttavia, tale espressione non comprende le persone che sono assoggettate ad imposta in detto Stato soltanto per i redditi che esse ricavano da fonti situate in detto Stato.

2. Quando, in base alle disposizioni del primo paragrafo, una persona fisica è residente di entrambi gli Stati contraenti, la sua situazione è determinata nel seguente modo:

a) detta persona è considerata residente dello Stato nel quale ha una abitazione permanente; se essa dispone di una abitazione permanente in entrambi gli Stati, è considerata residente dello Stato nel quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);

b) se non si può determinare lo Stato nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non ha una abitazione permanente in alcuno degli Stati, essa è considerata residente dello Stato in cui soggiorna abitualmente;

c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa è considerata residente dello Stato del quale ha la nazionalità;

d) se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati, o se non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati contraenti risolvono la questione di comune accordo.

3. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona diversa da una persona fisica è residente di entrambi gli Stati contraenti, si ritiene che essa è residente dello Stato in cui si trova la sede della sua direzione effettiva.

STABILE ORGANIZZAZIONE

Articolo 5

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione "stabile organizzazione" designa una sede fissa di affari in cui l'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.

2. L'espressione "stabile organizzazione" comprende in particolare:

a) una sede di direzione;

b) una succursale;

c) un ufficio;

d) una officina;

e) un laboratorio;

f) una miniera, una cava od altro luogo di estrazione di risorse naturali;

g) un cantiere di costruzione o di montaggio la cui durata oltrepassa i dodici mesi.

3. Non si considera che vi sia una "stabile organizzazione" se:

a) si fa uso di una installazione ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti all'impresa;

b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;

c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;

d) una sede fissa di affari è utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni per l'impresa;

e) una sede fissa di affari è utilizzata, per l'impresa, ai soli fini di pubblicità di fornire informazioni di ricerche scientifiche o di attività analoghe che abbiano carattere preparatorio o ausiliario;

f) un'impresa di uno Stato contraente, senza ricadere nel campo di applicazione dei paragrafi 2 e 4, si limita a dare in locazione, in affitto o in concessione nell'altro Stato contraente, beni o diritti di cui all'articolo 12, paragrafo 3.

4. Una persona che agisce in uno Stato contraente per conto di un'impresa dell'altro Stato contraente - diversa da un agente che goda di uno status indipendente di cui al paragrafo 5 - è considerata "stabile organizzazione" dell'impresa nel primo Stato se dispone nello Stato stesso di poteri che esercita abitualmente e che le permettano di concludere contratti a nome dell'impresa, salvo il caso in cui l'attività di detta persona sia limitata all'acquisto di merci per l'impresa stessa.

5. Non si considera che un'impresa di uno Stato contraente ha una stabile organizzazione nell'altro Stato contraente per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno status indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività.

6. Il fatto che una società residente di uno Stato contraente controlli o sia controllata da una società residente dell'altro Stato contraente ovvero svolga la sua attività in questo altro Stato (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no) non costituisce di per sé motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

Articolo 6

REDDITI IMMOBILIARI

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae da beni immobili (compresi i redditi delle attività agricole e forestali) situati nell'altro Stato contraente, sono imponibili in detto altro Stato.

2. L'espressione "beni immobili" ha il significato che, ad essa attribuisce il diritto dello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati. L'espressione comprende in ogni caso gli accessori, le scorte morte o vive delle imprese agricole e forestali nonchè i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato riguardanti la proprietà fondiaria. Si considerano altresì beni immobili l'usufrutto dei beni immobili e i diritti relativi a pagamenti variabili o fissi per lo sfruttamento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerari, sorgenti ed altre risorse naturali; le navi, i battelli e gli aeromobili non sono considerati beni immobili.

3. Le disposizioni del primo paragrafo si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione o dal godimento diretti, dalla locazione o dall'affitto, nonchè da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 si applicano anche ai redditi derivanti da beni immobili di un'impresa nonchè ai redditi dei beni immobili utilizzati per l'esercizio di una professione indipendente.

Articolo 7

UTILI DELLE IMPRESE

Gli utili di un'impresa di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. Se l'impresa svolge in tal modo la sua attività, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.

2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3, quando un'impresa di uno Stato contraente svolge la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, in ciascuno Stato contraente vanno attribuiti a detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di una impresa distinta svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione.

3. Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione, comprese le spese di direzione e le spese generali di amministrazione, sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.

4. In mancanza di regolare contabilità o di altri elementi probanti che consentano di determinare l'ammontare degli utili di un'impresa di uno Stato contraente da attribuire alla sua stabile organizzazione situata nel-

l'altro Stato, l'imposta può in particolare essere applicata in detto altro Stato in conformità alla propria legislazione interna, tenuto conto degli utili normali di analoghe imprese dello stesso Stato, svolgenti la stessa attività o attività analoghe in condizioni identiche o analoghe. Tuttavia, se questo metodo è causa di una doppia imposizione degli stessi utili, le autorità competenti dei due Stati si accorderanno per evitare tale doppia imposizione.

Nell'eventualità considerata nel capoverso precedente, gli utili da attribuire alla stabile organizzazione possono anche essere determinati in base al riparto degli utili complessivi dell'impresa fra le diverse parti di essa, purchè il risultato così ottenuto sia conforme ai principi contenuti nel presente articolo.

5. Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione per il solo fatto che essa ha acquistato merci per l'impresa.

6. Ai fini dei paragrafi precedenti, gli utili da attribuire alla stabile organizzazione sono determinati annualmente con lo stesso metodo, a meno che non esistano validi e sufficienti motivi per procedere diversamente.

7. Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente Convenzione, le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quelle del presente articolo.

Articolo 8

NAVIGAZIONE MARITTIMA ED AEREA

1. Gli utili derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

2. Se la sede della direzione effettiva dell'impresa di navigazione marittima è situata a bordo di una nave, detta sede si considera situata nello Stato contraente in cui si trova il porto di immatricolazione della

nave, oppure, in mancanza di un porto d'immatricolazione, nello Stato contraente di cui è residente l'esercente della nave.

3. Le disposizioni del primo paragrafo si applicano parimenti agli utili derivanti dalla partecipazione a un fondo comune ("pool"), a un esercizio in comune o ad un organismo internazionale di esercizio.

Articolo 9

IMPRESE ASSOCIATE

Allorchè

a) un'impresa di uno Stato contraente partecipa, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa dell'altro Stato contraente, o

b) le medesime persone partecipano, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato contraente e di un'impresa dell'altro Stato contraente, e nell'uno e nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni convenute o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che, in mancanza di tali condizioni, sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che a causa di dette condizioni non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

Articolo 10

DIVIDENDI

1. I dividendi pagati da una società residente di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali dividendi sono imponibili anche nello Stato contraente di cui la società che paga i dividendi è residente ed in conformità alla

legislazione di detto Stato, ma, se il beneficiario effettivo dei dividendi è un residente dell'altro Stato contraente, l'imposta così applicata non può eccedere il 15 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi.

Il presente paragrafo non riguarda l'imposizione della società per gli utili con i quali sono stati pagati i dividendi.

3. Ai fini del presente articolo il termine "dividendi" designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o diritti di godimento, da quote minerarie, da quote di fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonchè i redditi di altre quote sociali assoggettati al medesimo regime fiscale dei redditi delle azioni secondo la legislazione dello Stato di cui è residente la società distributrice.

In particolare, questo termine designa i redditi - attribuiti anche sotto forma di interessi - imponibili a titolo di reddito di capitale investito dagli associati in società non per azioni residenti del Belgio.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei dividendi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente di cui è residente la società che paga i dividendi sia un'attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, e la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, i dividendi sono imponibili in detto altro Stato secondo la propria legislazione.

5. Qualora una società residente di uno Stato contraente ricavi utili o redditi dall'altro Stato contraente, detto altro Stato non può applicare alcuna imposta sui dividendi pagati dalla società a residenti del primo Stato, a meno che la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente a una stabile organizzazione o a una base fissa situate in detto altro Stato, nè prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti della società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costituiscano in tutto o in parte utili o redditi realizzati in detto altro Stato.

Articolo 11

INTERESSI

1. Gli interessi provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali interessi sono imponibili anche nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma se l'effettivo beneficiario degli interessi è residente dell'altro Stato contraente, l'imposta così applicata non può eccedere il 15 per cento dell'ammontare lordo degli interessi.

3. In deroga alle disposizioni del paragrafo 2, gli interessi non possono essere tassati nello Stato dal quale essi provengono allorchè si tratta di:

a) interessi di prestiti non rappresentati da titoli al portatore pagati all'altro Stato contraente, ad una delle sue suddivisioni politiche o amministrative o ad uno dei suoi enti locali;

b) interessi pagati ad istituti di credito dell'altro Stato contraente in virtù di prestiti non rappresentati da titoli al portatore e concessi nel quadro di un accordo concluso tra i Governi degli Stati contraenti.

4. Ai fini del presente articolo il termine "interessi" designa i redditi dei titoli del debito pubblico, delle obbligazioni di prestiti, garantite o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili, e dei crediti o depositi di qualsiasi natura, nonchè i premi di prestiti ed ogni altro provento assimilabile, in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono, ai redditi di somme date in prestito o depositate. Tuttavia, il termine "interessi" non comprende gli interessi considerati dividendi in virtù dell'articolo 10, paragrafo 3, secondo capoverso.

5. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo degli interessi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono gli interessi, sia un'attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una

base fissa ivi situata, e il credito generatore degli interessi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, gli interessi sono imponibili in detto altro Stato secondo la propria legislazione.

6. Gli interessi si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore degli interessi, sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione o una base fissa per le cui necessità viene contratto il debito sul quale sono pagati gli interessi e tali interessi sono a carico della stabile organizzazione o della base fissa, gli interessi stessi si considerano provenienti dallo Stato in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

7. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra il debitore e beneficiario effettivo o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare degli interessi, tenuto conto del credito per il quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 12

CANONI

1. I canoni provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali canoni sono imponibili anche nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma, se l'effettivo beneficiario dei canoni è residente dell'altro Stato contraente, l'imposta così applicata non può eccedere il 5 per cento dell'ammontare lordo dei canoni.

3. Ai fini del presente articolo il termine "canoni" designa i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto di autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche, ivi comprese le pellicole cinematografiche e le pellicole o registrazioni per trasmissioni radiofoniche o televisive, di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, nonchè per l'uso o la concessione in uso di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche e per informazioni concernenti esperienze di carattere industriale, commerciale o scientifico.

Le disposizioni del paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei canoni, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono i canoni, sia una attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, ed i diritti o i beni generatori dei canoni si ricolleghino effettivamente ad esse. In tal caso, i canoni sono imponibili in detto altro Stato secondo la propria legislazione.

5. I canoni si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore dei canoni, sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione o una base fissa per le cui necessità è stato concluso il contratto che ha dato luogo al pagamento dei canoni, e che ne sopporta l'onere, i canoni stessi si considerano provenienti dallo Stato in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

6. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e beneficiario effettivo o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare dei canoni, tenuto conto della prestazione per la quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 13

UTILI DI CAPITALE

1. Gli utili che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'alienazione di beni immobili di cui all'articolo 6 situati nell'altro Stato contraente, sono imponibili in detto altro Stato.

2. Gli utili derivanti dalla alienazione di beni mobili facenti parte della proprietà aziendale di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente ovvero di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui dispone un residente di uno Stato contraente nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una professione indipendente, compresi gli utili derivanti dall'alienazione di detta stabile organizzazione (da sola o con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono imponibili in detto altro Stato.

3. Gli utili derivanti dall'alienazione di navi o di aeromobili impiegati in traffico internazionale o di beni mobili destinati all'esercizio di tali navi od aeromobili, sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva della impresa.

4. Gli utili derivanti dall'alienazione di ogni altro bene diverso da quelli menzionati ai paragrafi 1, 2 e 3, sono imponibili soltanto nello Stato contraente di cui l'alienante è residente.

Articolo 14

PROFESSIONI INDIPENDENTI

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'esercizio di una libera professione o da altre attività di carattere indipendente sono imponibili soltanto in detto Stato a meno che tale residente non disponga abitualmente nell'altro Stato contraente di una base fissa per l'esercizio delle sue attività. Se egli dispone di tale base fissa, i redditi sono imponibili nell'altro Stato, ma unicamente nella misura in cui sono attribuibili a detta base fissa.

2. L'espressione "libera professione" comprende in particolare le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonchè le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili.

Articolo 15

LAVORO SUBORDINATO

1. Salve le disposizioni degli articoli 16, 18, 19 e 20, i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato contraente. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni percepite a tale titolo sono imponibili in questo altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni del primo paragrafo, le remunerazioni che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente svolta nell'altro Stato contraente sono imponibili soltanto nel primo Stato se:

a) esse retribuiscono l'attività esercitata nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno solare, e

b) le remunerazioni sono pagate da o per conto di un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato, e

c) l'onere delle remunerazioni non è sostenuto da una stabile organizzazione o da una base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.

3. Nonostante le precedenti disposizioni del presente articolo, le remunerazioni percepite in corrispettivo di un'attività dipendente svolta a bordo di una nave o di un aeromobile impiegati nel traffico internazionale sono imponibili nello Stato contraente nel quale è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

Articolo 16

COMPENSI E GETTONI DI PRESENZA

1. La partecipazione agli utili, i gettoni di presenza e le altre retribuzioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in

qualità di membro del consiglio di amministrazione o del collegio sindacale o di un altro organo analogo di una società residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Le remunerazioni normali percepite sotto altra veste da una delle persone considerate al primo paragrafo sono imponibili, a seconda della loro natura, ai sensi dell'articolo 14 o dell'articolo 15.

Articolo 17

ARTISTI E SPORTIVI

1. Nonostante le disposizioni degli articoli 14 e 15, i redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dalle sue prestazioni personali esercitate nell'altro Stato contraente in qualità di artista dello spettacolo, quale un artista di teatro, del cinema, della radio o della televisione o in qualità di musicista, nonchè di sportivo, sono imponibili in detto altro Stato.

2. Quando i redditi derivanti da attività che un artista dello spettacolo od uno sportivo esercita personalmente ed in tale qualità sono attribuiti non all'artista od allo sportivo medesimi, ma ad un'altra persona, detti redditi sono imponibili, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15, nello Stato contraente dove le attività dell'artista o dello sportivo sono esercitate.

Articolo 18

PENSIONI

Fatte salve le disposizioni dell'articolo 19, paragrafo 2, le pensioni e le altre remunerazioni analoghe, pagate ad un residente di uno Stato

contraente in relazione ad un cessato impiego, sono imponibili soltanto in questo Stato.

Articolo 19

FUNZIONI PUBBLICHE

1. a) Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato contraente, da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale a una persona fisica, in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato.

b) Tuttavia, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente se i servizi sono resi in detto Stato e se la persona fisica sia un residente di detto Stato che:

i) abbia la nazionalità di detto Stato, o

ii) non sia divenuto residente di detto Stato al solo scopo di rendervi i servizi.

2. a) Le pensioni corrisposte da uno Stato contraente, da una sua suddivisione politica od amministrativa o da un suo ente locale, sia direttamente sia mediante prelevamento da fondi da essi costituiti, a una persona fisica in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato.

b) Tuttavia, tali pensioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente se la persona fisica sia un residente di questo Stato e ne abbia la nazionalità.

3. Le disposizioni degli articoli 15, 16 e 18 si applicano alle remunerazioni e pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di una attività industriale o commerciale esercitata da uno Stato contraente, da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale.

Articolo 20

PROFESSORI

Le remunerazioni di qualsiasi genere dei professori e degli altri membri del corpo insegnante, residenti di uno Stato contraente, i quali soggiornano temporaneamente nell'altro Stato contraente per insegnarvi o svolgervi ricerche scientifiche, per un periodo non eccedente i due anni, presso una università od altro istituto di insegnamento o di ricerca scientifica non avente finalità di lucro, sono imponibili soltanto nel primo Stato.

Articolo 21

STUDENTI, PRATICANTI O APPRENDISTI

Le somme che uno studente, un praticante o un apprendista il quale è, o era immediatamente prima di recarsi in uno Stato contraente, residente dell'altro Stato contraente e che soggiorna nel primo Stato al solo scopo di compiervi i suoi studi o di attendere alla propria formazione, riceve per sopperire alle spese di mantenimento, di istruzione o di formazione, non sono imponibili in tale Stato, a condizione che tali somme provengano da fonti situate fuori di detto Stato.

Articolo 22

ALTRI REDDITI

1. Gli elementi di reddito di un residente di uno Stato contraente, di qualsiasi provenienza, che non sono stati trattati negli articoli precedenti della presente Convenzione, sono imponibili soltanto in detto Stato.

2. Le disposizioni del primo paragrafo non si applicano ai redditi, diversi da quelli derivanti dai beni immobili definiti nell'articolo 6, paragrafo 2, qualora il beneficiario di detti redditi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente sia una attività industria-

le o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, ed il diritto o il bene produttivo dei redditi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, i redditi sono imponibili in detto altro Stato secondo la propria legislazione.

Articolo 23

METODI PER ELIMINARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI

1. Per quanto riguarda il Belgio, la doppia imposizione è eliminata nella seguente maniera:

1) Se un residente del Belgio possiede redditi non previsti al successivo punto 2 che sono tassabili in Italia conformemente alle disposizioni della presente Convenzione, il Belgio esenta dall'imposta detti redditi, ma può, per calcolare l'ammontare delle proprie imposte sul residuo reddito di detto residente, applicare la stessa aliquota come se i redditi in questione non fossero stati esentati.

2) Per quanto concerne i dividendi imponibili in conformità all'articolo 10, paragrafo 2, gli interessi imponibili in conformità all'articolo 11, paragrafi 2 o 7 ed i canoni imponibili in conformità all'articolo 12, paragrafi 2 o 6, la quota forfettaria dell'imposta straniera, determinata alle condizioni e con l'aliquota previsti dalla legislazione belga, è portata in detrazione dall'imposta belga relativa ai detti redditi; tuttavia, l'aliquota di detta quota forfettaria dell'imposta straniera non può essere inferiore a quella dell'imposta prelevata in Italia su detti redditi in conformità all'articolo 10, paragrafo 2, all'articolo 11, paragrafo 2 o all'articolo 12, paragrafo 2, a seconda dei casi.

3) Quando, conformemente alla legislazione belga, le perdite subite da un'impresa belga in una stabile organizzazione situata in Italia sono state effettivamente dedotte dagli utili di detta impresa ai fini della sua tassazione in Belgio, l'esenzione prevista sub 1) non si applica in Belgio agli utili di altri periodi imponibili imputabili a tale organizzazione nella misura in cui detti utili sono stati esentati dall'imposta anche in Italia per effetto della loro compensazione con dette perdite.

2. Per quanto riguarda l'Italia, la doppia imposizione è eliminata nella seguente maniera:

1) Se un residente dell'Italia possiede redditi che sono imponibili in Belgio, l'Italia, nel calcolare le proprie imposte sul reddito specificate nell'articolo 2 della presente Convenzione, può includere detti redditi nella base imponibile di tali imposte, a meno che la Convenzione non stabilisca diversamente. In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte così calcolate l'imposta sui redditi pagata in Belgio, ma l'ammontare della deduzione non può eccedere la quota d'imposta italiana attribuibile ai predetti redditi nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo.

2) Tuttavia, nessuna deduzione è accordata ove il reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione mediante ritenuta a titolo d'imposta, su richiesta del beneficiario del reddito in base alla legislazione italiana.

Articolo 24

NON DISCRIMINAZIONE

1. I nazionali di uno Stato contraente non sono assoggettati nell'altro Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione. La presente disposizione si applica altresì, nonostante le disposizioni dell'articolo 1, alle persone che non sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

2. L'imposizione di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente non può essere in questo altro Stato meno favorevole dell'imposizione a carico delle imprese di detto altro Stato che svolgono la medesima attività. La presente disposizione non può essere interpretata nel senso che faccia obbligo ad uno Stato contraente di accordare ai residenti dell'altro Stato contraente le deduzioni personali, gli abbattimenti alla base e le riduzioni di imposta che esso accorda ai propri residenti in relazione alla loro situazione o ai loro carichi di famiglia.

3. Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 9, del paragrafo 7 dell'articolo 11 o del paragrafo 6 dell'articolo 12, gli interessi, i canoni ed altre spese pagati da un'impresa di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono deducibili ai fini della determinazione degli utili imponibili di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero pagati ad un residente del primo Stato.

4. Le imprese di uno Stato contraente, il cui capitale è, in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, posseduto o controllato da uno o più residenti dell'altro Stato contraente, non sono assoggettate nel primo Stato ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettate le altre imprese della stessa natura del primo Stato.

5. Nonostante le disposizioni dell'articolo 2, le disposizioni del presente articolo si applicano alle imposte di ogni genere o denominazione.

Articolo 25

PROCEDURA AMICHEVOLE

1. Quando una persona ritiene che le misure adottate da uno o da entrambi gli Stati contraenti comportano o comporteranno per lei un'imposizione non conforme alle disposizioni della presente Convenzione, essa può, indipendentemente dai ricorsi previsti nel quadro della procedura contenziosa nazionale di detti Stati o delle istanze di rimborso presentate in base all'articolo 28, sottoporre il caso all'autorità competente dello Stato contraente di cui è residente o, se il suo caso ricade nell'ambito di applicazione del paragrafo 1 dell'articolo 24, a quella dello Stato contraente di cui possiede la nazionalità. Il caso dovrà essere sottoposto entro i due anni che seguono la prima notificazione della misura o della riscossione dell'imposta alla fonte, che comporta un'imposizione non conforme alle disposizioni della Convenzione.

2. L'autorità competente, se il ricorso le appare fondato e se essa non è in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, farà del suo meglio per regolare il caso per via di amichevole composizione con l'autorità competente dell'altro Stato contraente, al fine di evitare una tassazione non conforme alla Convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno del loro meglio per risolvere per via di amichevole composizione le difficoltà o a dubbi inerenti all'interpretazione o all'applicazione della Convenzione.

4. Le autorità competenti degli Stati contraenti potranno comunicare direttamente tra loro al fine di pervenire ad un accordo come indicato nei paragrafi precedenti.

Esse si consulteranno, altresì, sulle misure amministrative necessarie all'esecuzione delle disposizioni della Convenzione e in particolare sulla documentazione da presentare da parte dei residenti di ciascuno stato al fine di beneficiare nell'altro delle esenzioni o riduzioni d'imposta previste nella presente Convenzione.

Articolo 26

SCAMBIO DI INFORMAZIONI

1. Le autorità competenti degli Stati contraenti si scambieranno le informazioni necessarie per applicare le disposizioni della presente Convenzione, per prevenire la frode e l'evasione fiscali o per applicare le disposizioni della legislazione nazionale relativa alle imposte previste dalla Convenzione, nella misura in cui la tassazione che esse prevedono non è contraria alla Convenzione. Lo scambio di informazioni non viene limitato dall'articolo 1. Le informazioni ricevute da uno Stato contraente saranno tenute segrete, analogamente alle informazioni ottenute in base alla legislazione interna di detto Stato e saranno comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi i tribunali e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dalla Convenzione, delle procedure o dei procedimenti concernenti tali imposte, o delle decisioni di ricorsi presentati per tali imposte.

dette persone od autorità utilizzeranno tali informazioni soltanto per questi fini. Esse potranno servirsi di queste informazioni nel corso di udienze pubbliche di tribunale o nei giudizi.

.. Le disposizioni del primo paragrafo non possono in alcun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno Stato contraente l'obbligo:

a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o a quelle dell'altro Stato contraente;

b) di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria normale prassi amministrativa o di quelle dell'altro Stato contraente;

c) di fornire informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale o un processo commerciale oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

Articolo 27

ASSISTENZA PER LA RISCOSSIONE

.. Gli Stati contraenti si impegnano a prestarsi reciproco aiuto ed assistenza ai fini della notifica e della riscossione delle imposte specificate all'articolo 2, delle soprattasse ed addizionali di tali imposte nonchè degli interessi e spese ad esse relativi.

2. Su richiesta dell'autorità competente di uno Stato contraente, l'autorità competente dell'altro Stato contraente assicura, secondo le disposizioni legali e regolamentari applicabili alla notifica ed alla riscossione di dette imposte di quest'ultimo Stato, la notifica e la riscossione dei crediti fiscali di cui al primo paragrafo che siano esigibili nel primo Stato. Tali crediti non godono di alcun privilegio nello Stato richiesto e questo non è obbligato ad applicare le procedure esecutive non autorizzate dalle disposizioni legali o regolamentari dello Stato richiedente.

3. Le richieste previste al paragrafo 2 sono avvalorate da una copia ufficiale dei titoli esecutivi corredata, ove occorra, da una copia ufficiale delle decisioni passate in giudicato.

4. Per quanto concerne i crediti fiscali suscettibili di gravame, l'autorità competente di uno Stato contraente può, al fine di salvaguardare i propri diritti, chiedere all'autorità dell'altro Stato contraente di adottare le misure conservative previste dalla legislazione di quest'ultimo; le disposizioni dei paragrafi da 1 a 3 sono applicabili, mutatis mutandis, a tali misure.

L'articolo 26, terzo, quarto e quinto periodo del primo paragrafo, si applica ugualmente alle informazioni portate a conoscenza, in esecuzione del presente articolo, delle autorità competenti dello Stato richiesto.

Articolo 28

RIMBORSI DELLE IMPOSTE RISCOSSE MEDIANTE RITENUTA ALLA FONTE

Le imposte riscosse in uno Stato contraente mediante ritenuta alla fonte sono rimborsate a richiesta dell'interessato qualora il diritto alla percezione di dette imposte sia limitato dalle disposizioni della presente Convenzione.

Le istanze di rimborso vanno presentate all'Autorità competente dello Stato contraente tenuto ad effettuare il rimborso entro i termini stabiliti dalla legislazione di detto Stato; esse devono essere corredate da un attestato ufficiale dello Stato contraente di cui il contribuente è residente, certificante che sussistono le condizioni richieste per avere diritto alla applicazione delle esenzioni o delle riduzioni previste dalla Convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 25, le moda-

lità di applicazione del presente articolo. Esse potranno inoltre stabilire di comune accordo procedure diverse per l'applicazione delle limitazione d'imposta previste dalla presente Convenzione.

Articolo 29

DISPOSIZIONI DIVERSE

.. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano gli agenti diplomatici o i funzionari consolari in virtù delle regole generali del diritto internazionale o di accordi particolari.

.. La Convenzione non si applica alle organizzazioni internazionali, a loro organi o a loro funzionari, nè alle persone che sono membri di una missione diplomatica o di una sede consolare di uno Stato terzo, qualora esse si trovino nel territorio di uno Stato contraente e non vengano considerate residenti dell'uno o dell'altro Stato contraente ai fini delle imposte sul reddito.

.. Le disposizioni della Convenzione non pregiudicano il diritto di uno Stato contraente ad applicare a carico delle società residenti di detto Stato le imposte dovute, in base alla propria legislazione, in caso di acquisto da parte di dette società delle proprie azioni o quote oppure in occasione della ripartizione del patrimonio sociale.

Articolo 30

ENTRATA IN VIGORE

1. La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Bruxelles non appena possibile.

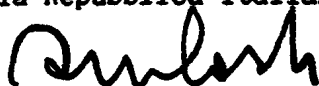
2. La Convenzione entrerà in vigore il quindicesimo giorno successivo a quello dello scambio degli strumenti di ratifica e le sue disposizioni si applicheranno:

a) alle imposte dovute alla fonte sui redditi attribuiti o messi in pagamento a decorrere dal primo gennaio dell'anno immediatamente successivo a quello dello scambio degli strumenti di ratifica;

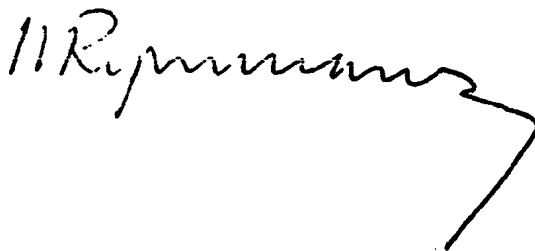
b) alle altre imposte applicate ai redditi di periodi di imposta che si chiudono a decorrere dal 31 dicembre dell'anno immediatamente successivo a quello di tale scambio.

3. La Convenzione tra l'Italia e il Belgio per evitare le doppie imposizioni e per regolare talune altre questioni in materia di imposte sul reddito e il Protocollo finale firmati a Bruxelles il 19 ottobre 1970, saranno abrogati e cesseranno di applicarsi alle imposte belghe o italiane con riferimento ai periodi per i quali la presente Convenzione produce i suoi effetti rispetto a detta imposta, in conformità al paragrafo 2. Le disposizioni della Convenzione e del Protocollo finale del 19 ottobre 1970 medesimi si applicano alle imposte specificate nell'articolo 2, paragrafo 3, della presente Convenzione dovute per i periodi anteriori alla data di efficacia di quest'ultima.

Articolo 31

DENUNCIA

La presente Convenzione resterà in vigore fino alla denuncia da parte di uno Stato contraente; ma ciascuno Stato contraente la potrà denunciare per iscritto e per via diplomatica all'altro Stato contraente entro e non oltre il 30 giugno di ciascun anno solare a decorrere dal quinto anno successivo a quello dello scambio degli strumenti di ratifica. In caso di denuncia antecedente al primo luglio di tale anno, la Convenzione si applicherà per l'ultima volta:

a) alle imposte dovute alla fonte sui redditi attribuiti o messi in pagamento al più tardi il 31 dicembre dell'anno della denuncia;

b) alle altre imposte applicate su redditi di periodi di imposta che si chiudono prima del 31 dicembre dell'anno immediatamente successivo a quello della denuncia.

In fede di che, i Plenipotenziari dei due Stati hanno firmato la presente Convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatta a Roma il 29 aprile 1983 in duplice esemplare, in lingua italiana, francese e neerlandese, i tre testi facenti ugualmente fede.

Per la Repubblica italiana

Per il Regno del Belgio

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

PROTOCOLLO FINALE

All'atto della firma della Convenzione conclusa in data odierna tra l'Italia e il Regno del Belgio per evitare le doppie imposizioni e per prevenire la frode e l'evasione fiscali in materia di imposte sul reddito, i sottoscritti Plenipotenziari hanno concordato le seguenti disposizioni che formano parte integrante della detta Convenzione.

1. All'articolo 7 paragrafo 3, per "spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione" si intendono le spese direttamente connesse con l'attività della stabile organizzazione.

2. Le disposizioni dell'articolo 19, paragrafi 1,b e 2,b, non si applicano quando il beneficiario dei redditi possiede la nazionalità di entrambi gli Stati contraenti.

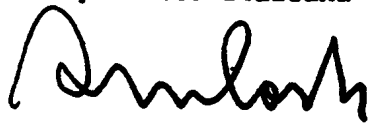
3. Le disposizioni dell'articolo 19, paragrafi 1 e 2, si applicano alle remunerazioni e pensioni corrisposte al proprio personale da parte degli uffici od enti seguenti:

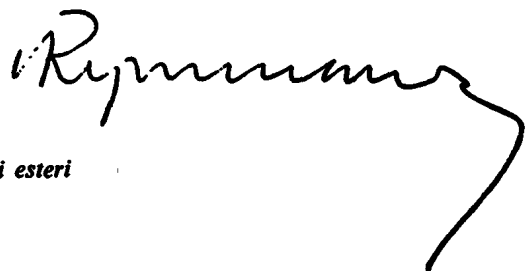
   a) per quanto riguarda il Belgio:

   - la Società nazionale delle Ferrovie belghe (la Société nationale des Chemins de fer belges);
   - l'Azienda di Stato delle Poste (la Régie des Postes);
   - l'Azienda di Stato dei Telegrafi e dei Telefoni (la Régie des Télégraphes et des Téléphones);
   - il Commissariato generale al Turismo (le Commissariat général au Tourisme);
   - l'Ufficio belga del Commercio estero (l'Office belge du Commerce exterieur);

b) per quanto riguarda l'Italia:

   - l'Amministrazione delle Ferrovie italiane;
   - le Amministrazioni delle Poste e Telecomunicazioni;
   - l'Ente nazionale italiano per il Turismo;
   - l'Istituto per il Commercio estero.

Le disposizioni dell'articolo 24 non possono essere interpretate nel senso di impedire al Belgio:

a) di tassare con l'aliquota prevista dalla legislazione belga l'ammontare complessivo degli utili di una stabile organizzazione belga di una società residente dell'Italia o di una associazione avente la sede della direzione effettiva in Italia, a condizione che l'aliquota predetta non ecceda quella massima applicabile agli utili delle società residenti del Belgio;

b) di prelevare il "précompte mobilier" sui dividendi relativi ad una partecipazione che si ricolleghi effettivamente ad una stabile organizzazione o ad una base fissa di cui disponga in Belgio una società residente dell'Italia o un'associazione avente la sede della direzione effettiva in Italia e che sia imponibile come persona giuridica in Belgio.

5. All'articolo 25, primo paragrafo, il periodo "indipendentemente dai ricorsi previsti nel quadro della procedura contenziosa nazionale di detti Stati o delle istanze di rimborso presentate in base all'articolo 28" deve essere interpretato nel senso che il contribuente non può richiedere l'attivazione della procedure amichevole se non dopo aver instaurato la procedura contenziosa nazionale o aver presentato un'istanza di rimborso in base all'articolo 28.

Fatto a Roma il 29 aprile 1983 in duplice esemplare, in lingua italiana, francese e neerlandese, i tre testi facenti ugualmente fede.

Per la Repubblica italiana

[signature]

Per il Regno del Belgio

[signature]

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

PROTOCOLLO AGGIUNTIVO CHE MODIFICA IL PROTOCOLLO FINALE ALLA CONVENZIONE TRA L'ITALIA E IL BELGIO PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI E PER PREVENIRE LA FRODE E L'EVASIONE FISCALI IN MATERIA DI IMPOSTE SUL REDDITO, FIRMATA A ROMA IL 29 APRILE 1983.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

SUA MAESTA' IL RE DEI BELGI,

Desiderosi di modificare le disposizioni della Convenzione tra l'Italia e il Belgio per evitare le doppie imposizioni e per prevenire la frode e l'evasione fiscali in materia di imposte sul reddito, firmata a Roma il 29 aprile 1983,

hanno deciso di concludere un Protocollo aggiuntivo a tale Convenzione ed hanno nominato a tale scopo come loro Plenipotenziari:

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA:

S.E. RENATO RUGGIERO, DIRETTORE GENERALE DEGLI AFFARI ECONOMICI DEL MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

SUA MAESTA' IL RE DEI BELGI:

S.E. JOSEPH TROUVEROY, AMBASCIATORE DEL REGNO DEL BELGIO

i quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo 1

Il paragrafo 3 del Protocollo finale alla Convenzione tra l'Italia e il Belgio per evitare le doppie imposizioni e per prevenire la frode e l'evasione fiscali in materia di imposte sul reddito, firmata a Roma il 29 aprile 1983, è sostituito dalle seguenti disposizioni:

"3. Le disposizioni dell'articolo 19, paragrafi 1 e 2, si applicano alle remunerazioni e pensioni corrisposte al proprio personale da parte degli uffici od enti seguenti:

a) per quanto riguarda il Belgio:

- la Società nazionale delle Ferrovie Belghe (la Société nationale des Chemins de fer Belges);
- l'Azienda di Stato delle Poste (la Régie des Postes);
- l'Azienda di Stato dei Telegrafi e dei Telefoni (la Régie des Télégraphes et des Téléphones);
- il Commissariato generale al Turismo (le Commissariat général au Tourisme);
- l'Ufficio belga del Commercio estero (l'Office belge du Commerce extérieur);
- la Banca nazionale del Belgio (la Banque nationale de Belgique);

b) per quanto riguarda l'Italia:

- l'Azienda Autonoma delle Ferrovie dello Stato;
- l'Amministrazione delle Poste e delle Telecomunicazioni;
- l'Ente nazionale italiano per il Turismo;
- l'Istituto per il Commercio Estero;
- la Banca d'Italia."

Articolo 2

1. Il presente Protocollo aggiuntivo sarà ratificato e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Bruxelles non appena possibile e contemporaneamente a quelli della Convenzione tra l'Italia e il Belgio per evitare le doppie imposizioni e per prevenire la frode e l'evasione fiscali in materia di imposte sul reddito e del Protocollo finale firmati a Roma il 29 aprile 1983.

2. Il presente Protocollo aggiuntivo entrerà in vigore il quindicesimo giorno successivo a quello dello scambio degli strumenti di ratifica e le sue disposizioni si applicheranno alle imposte cui si applicano la Convenzione ed il Protocollo finale considerati al paragrafo 1.

Articolo 3

Il presente Protocollo aggiuntivo resterà in vigore fino a quando si applicheranno la Convenzione ed il Protocollo finale considerati al paragrafo 1 dell'articolo 2.

In fede di che, i Plenipotenziari dei due Stati hanno firmato il presente Protocollo aggiuntivo e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Roma.........., il 19 dicembre 1984 in duplice esemplare in lingua italiana, francese e neerlandese, i tre testi facenti ugualmente fede.

PER LA REPUBBLICA ITALIANA

PER IL REGNO DEL BELGIO

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1933):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 24 novembre 1987.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 1° febbraio 1988, con pareri delle commissione V e VI.

Esaminato dalla III commissione il 29 giugno 1988.

Esaminato in aula il 19 luglio 1988 e approvato il 20 luglio 1988.

Senato della Repubblica (atto n. 1228):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 settembre 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 6ª, 7ª, 8ª e 11ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 15 febbraio 1989.

Relazione scritta annunciata il 1° marzo 1989 (atto n. 1228/*A* - relatore sen. ROSATI).

Esaminato in aula e approvato il 15 marzo 1989.

89G0162

LEGGE 3 aprile 1989, n. 149.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria sulle condizioni della locazione del Centro comune di Arnoldstein, firmato a Roma il 12 settembre 1985.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo fra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria sulle condizioni della locazione del Centro comune di Arnoldstein, firmato a Roma il 12 settembre 1985.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 8 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. Gli oneri derivanti dall'attuazione della presente legge fanno carico ad apposito capitolo, qualificato tra le spese obbligatorie, da iscrivere nello stato di previsione del Ministero delle finanze - Direzione generale del demanio, a decorrere dall'anno 1988. A detti oneri valutati nel triennio 1988-1990 rispettivamente in lire 520 milioni, lire 600 milioni e lire 800 milioni, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1988-1990, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1988, all'uopo parzialmente utilizzando lo specifico accantonamento: «Ratifica ed esecuzione di accordi internazionali ed interventi diversi».

2. Gli oneri di cui al comma 1 non comprendono quelli relativi ai piccoli lavori di manutenzione corrente all'interno dei locali assegnati alla Repubblica italiana in attuazione dell'accordo indicato all'articolo 1, che debbono essere eseguiti dalle singole Amministrazioni usuarie a carico dei propri fondi.

3. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La paresente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 aprile 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

ACCORDO TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA D'AUSTRIA SULLE CONDIZIONI DELLA LOCAZIONE DEL CENTRO COMUNE DI ARNOLDSTEIN

La Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria, visto l'accordo fatto a Tarvisio il 15 luglio 1985 sulla partecipazione finanziaria della Repubblica italiana alla realizzazione di un centro comune italo-austriaco ad Arnoldstein quale sede degli uffici a controlli nazionali abbinati e sulla locazione di uffici e impianti alla Repubblica italiana

HANNO CONVENUTO QUANTO SEGUE:

ARTICOLO 1.

1. Oggetto del presente accordo sono gli uffici, gli impianti e le apparecchiature tecniche che si trovano al centro comune italo-austriaco di Arnoldstein come indicato all'articolo 5 dell'accordo sopracitato.

2. Il rapporto di locazione, che inizia il giorno di entrata in funzione del centro comune, è a tempo indeterminato.

3. Il canone di locazione alla Repubblica d'Austria (in seguito denominata locatrice) per i primi 60 anni è costituito dal contributo dovuto dalla Repubblica italiana (in seguito denominata conduttrice) ai sensi del predetto accordo. Alla scadenza del termine di 60 anni, la conduttrice dovrà corrispondere alla locatrice un canone annuo d'affitto simbolico di scellini 100,- da pagarsi in anticipo il 1° del mese di giugno di ogni anno.

ARTICOLO 2.

1. La conduttrice ha l'obbligo di fare uso corretto della cosa locata. I piccoli lavori di manutenzione corrente all'interno dei locali ad esclusiva disposizione della locatrice e della conduttrice sono a loro rispettivo carico.

2. Gli altri lavori di manutenzione e riparazione sul centro comune, di cui anche la conduttrice ha il diritto di chiedere l'esecuzione, saranno eseguiti dalla locatrice, mentre i relativi costi verranno sostenuti dalla conduttrice e dalla locatrice nella misura del 50 per cento ciascuna. Salvo i casi di pericolo imminente o di opere urgentemente necessarie per evitare maggiori danni, l'entità e il termine per l'esecuzione dei lavori verranno stabiliti di comune

accordo dalla Direzione Regionale delle Finanze della Carinzia e dall'Intendenza di Finanza di Udine. La quota spese a carico della conduttrice dovrà essere versata sul conto della Direzione Regionale della Finanze della Carinzia entro 6 mesi dalla richiesta di pagamento.

3. Modifiche costruttive alla casa locata incluse quelle agli impianti tecnici possono essere effettuate solo di comune accordo.

ARTICOLO 3.

1. Nella misura in cui le spese comuni di gestione vengono regolate dalla locatrice, la conduttrice ne rimborsa alla locatrice il 50 per cento.

2. Durante il periodo iniziale, la locatrice comunicherà periodicamente alla conduttrice gli importi a carico di quest'ultima. Il versamento di tali importi, previa presentazione delle fatture, dovrà essere effettuato franco di spese e costi, a favore della Direzione Regionale delle Finanze della Carinzia, con indicazione della causale di versamento e comunque al massimo entro 6 mesi.

3. Dal momento in cui, sulla base delle fatture disponibili, potranno essere approssimativamente valutati gli oneri annuali, si procederà al pagamento a titolo di anticipo, su base trimestrale, delle somme che saranno prevedibilmente dovute. Tali pagamenti saranno effettuati con scadenza il 1° gennaio, il 1° aprile, il 1° luglio ed il 1° ottobre. Il conguaglio finale per l'anno precedente verrà predisposto ogni volta che saranno disponibili tutte le fatture e comunque entro la fine dell'anno successivo. In caso di cessazione del rapporto di locazione, le spese di gestione verranno saldate entro un anno dalla fine del rapporto stesso.

ARTICOLO 4.

1. La conduttrice e la locatrice hanno l'obbligo di astenersi dal fare pubblicità commerciale di qualsiasi genere nell'ambito del centro comune. Sono consentite decorazioni artistiche.

ARTICOLO 5.

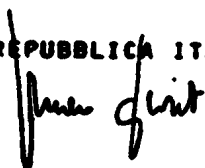
1. La parziale cessione, prevista dall'accordo precitato, della cosa locata all'ACI, non comporta un cambiamento dei diritti e dei doveri della locatrice e della conduttrice. Non è ammessa una cessione totale o una ulteriore cessione parziale della cosa locata all'ACI oppure a terzi.

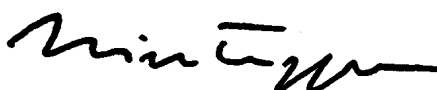
ARTICOLO 6.

1. La locatrice e la conduttrice convengono che, in caso di mancato pagamento entro il termine previsto, verranno pagati interessi di mora nella misura del tasso ufficiale di sconto in vigore in Austria nel periodo considerato.

ARTICOLO 7.

1. Qualsiasi controversia sull'interpretazione o applicazione del presente accordo verrà regolata, per quanto possibile, in via amichevole tra i due Stati contraenti.

2. Qualora una controversia non possa essere composta in tal modo, si applicherà la procedura prevista all'articolo 27, commi 2 e 3, della Convenzione fra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria relativa agli uffici a controlli nazionali abbinati ed al controllo in corso di viaggio, firmata a Roma, il 29 marzo 1974.

ARTICOLO 8.

1. Il presente Accordo entra in vigore a partire dal momento in cui i due Stati contraenti si saranno notificati, per iscritto e per via diplomatica, l'avvenuto adempimento delle procedure previste dai rispettivi ordinamenti.

2. Esso resterà in vigore a tempo indeterminato e potrà essere denunciato per via diplomatica con un preavviso scritto di 6 mesi, non prima di 10 anni dalla sua entrata in vigore, salvo il caso in cui gli Stati contraenti decidano altrimenti di comune accordo.

Fatto a Roma il 12 settembre 1985 in due esemplari originali, uno in lingua italiana e l'altro in lingua tedesca, entrambi facenti egualmente fede.

PER LA REPUBBLICA ITALIANA PER LA REPUBBLICA D'AUSTRIA

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2176):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 18 gennaio 1988.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 18 aprile 1988.

Esaminato dalla III commissione il 9 giugno 1988.

Esaminato in aula e approvato il 16 giugno 1988.

Senato della Repubblica (atto n. 1144):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 21 giugno 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª e 6ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 15 febbraio 1989.

Relazione scritta annunciata il 14 marzo 1989 (atto n. 1144/*A* - relatore sen. FIORET).

Esaminato in aula e approvato il 15 marzo 1989.

89G0163

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(1651343) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.